

RÉVOLUTION ou GUERRE

#27

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Mai 2024



Sommaire

Le cours historique et le danger du pacifisme

Situation internationale

Guerre à Gaza :

Combattons la guerre par l'unité et la lutte de classe (tract de la CWO-TCI)

Sur le sabotage de la grève du secteur public au Québec

Politiques d'austérité en Europe et en France, la préparation à la guerre

Camp prolétarien

Correspondance sur la « grève de masse »

Le « Congrès anti-guerre » de Prague : Influence et danger de l'anarchisme dit « internationaliste »

L'Appel du « Congrès »

Notre Adresse au « Congrès anti-guerre » de Prague

Contribution : Contre l'individualisme et l'esprit de cercle « 2.0. » des années 2020

Histoire du mouvement ouvrier

La tactique du Comintern de 1926 à 1940 (Prometeo 1946-1947)

Partie 3 : la tactique de l'offensive et du social-fascisme des années 1929 à 1934

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

5 dollars/3 euros

Sommaire

Le cours historique et le danger du pacifisme	1
Situation internationale	
Guerre à Gaza (tract de la CWO-TCI)	3
Sur le sabotage par les syndicats de la grève du secteur public au Québec	4
Plan d'austérité en France : la guerre est sociale est déclarée (Xav)	5
Débat au sein du camp prolétarien	
Correspondance sur la « grève de masse »	8
Le « Congrès anti-guerre » de Prague :	
L'appel du « Congrès anti-guerre »	12
Adresse au « Congrès anti-guerre ».....	13
Contribution : Contre l'individualisme et l'esprit de cercle « 2.0 » des années 2020	16
Histoire du mouvement ouvrier	
La tactique du Comintern de 1926 à 1940 (Prometeo, 1946-1947)	
Partie 3 : la tactique de l'offensive et du social-fascisme de 1929 à 1934	26

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Avertissement aux lecteurs et contacts qui voudraient nous écrire à partir de notre site web. Notre adresse ne fonctionne pas. Pour nous contacter – outre nos pages facebook –, il faut écrire à l'adresse mail suivante : intleftcom@gmail.com

Le cours historique actuel et le danger du pacifisme

Convaincre de la crise du capitalisme et de la menace de guerre impérialiste généralisée ne sont plus véritablement des priorités pour les révolutionnaires conséquents de la Gauche communiste internationale. La bourgeoisie elle-même ne prétend plus que la prospérité pour tous serait au coin de la rue. Ni ne masque-t-elle qu'il faut se préparer à la guerre. Nul doute qu'il reste des fractions ou secteurs et de nombreux individus de la classe capitaliste et du prolétariat, encore plus dans les couches petites-bourgeoises, qui se refusent à regarder en face le drame qui vient. Mais les secteurs les plus conscients et déterminés tant de la bourgeoisie que du prolétariat, en particulier leurs expressions politiques, savent où court le monde capitaliste. À la guerre générale.

Les hésitations ou l'aveuglement qui peuvent persister dans les rangs du prolétariat face à la tragédie historique se reflètent – de manière indirecte bien sûr – dans les divergences et les débats sur la crise et sur la guerre qui occupent le camp prolétarien. Le fait qu'une organisation de la Gauche communiste comme le Courant communiste international (CCI) continue à nier qu'il y ait une dynamique vers la guerre généralisée en est une expression. Mais globalement, la question centrale opposant idéologie bourgeoise et théorie révolutionnaire du prolétariat ne porte plus sur la crise et la guerre. Mais sur le cours historique : *la guerre est-elle fatale ? Peut-on s'y opposer ? L'empêcher ? Et si oui, comment ? Qui pour ce faire ? Quelle force ?*

Le marxisme a toujours défendu que seul le prolétariat international pouvait s'élever contre la guerre impérialiste. Comme classe exploitée, la production en vue et pour la guerre aggrave l'exploitation du travail par le capital. Toute lutte de défense contre les conditions de travail imposées par la guerre représente en soi, objectivement, une résistance et une opposition à celle-ci. Comme classe révolutionnaire, il est la seule force sociale ou historique en capacité de détruire le capitalisme qui porte en lui la guerre impérialiste généralisée. En bref, la lutte du prolétariat contre l'exploitation capitaliste est donc aussi lutte contre la guerre impérialiste lorsque celle-ci est à l'ordre du jour. Parce que « toute grève recèle l'hydre de la révolution », formule que Lénine reprit d'un ministre prussien de l'intérieur¹, seul le prolétariat peut lutter, non pas contre la guerre et pour la paix, à savoir le terrain du pacifisme, mais pour transformer la guerre impérialiste en guerre de classe, c'est-à-dire sur le terrain de l'internationalisme prolétarien.

Or, semblant infirmer cette thèse, les prolétariats de

Russie, d'Ukraine, d'Israël, de Palestine, plus largement du Moyen Orient, ou encore d'Afrique, ont affiché et affichent toujours leur impuissance face aux guerres qu'ils subissent directement au travail et sur les fronts militaires. Plus largement, le prolétariat international ne réussit pas non plus à contrecarrer la marche à la guerre généralisée qui démarre. Ni les grèves et luttes ouvrières parcourant tous les continents – et que nous ne pouvons pas citer ici. Ni les mobilisations massives prolétariennes qui eurent lieu en Grande Bretagne en 2022 et en France en 2023. Ni même la succession de grèves de ces deux dernières années en Amérique du nord, culminant avec la grève dans le secteur de l'automobile « lancée » et sabotée par le syndicat UAW. Pire même, la bourgeoisie américaine guidée par le Démocrate Biden, venu prêter main forte au syndicat sur les piquets de grève, a réussi à faire de celle-ci un moment en vue d'adapter l'appareil productif industriel américain et d'encadrer une partie du prolétariat d'Amérique dans la préparation à la guerre.²

Il serait vain de nier les limites de ces luttes ouvrières, leur incapacité à disputer leur direction aux syndicats et aux forces bourgeoises en milieu ouvrier et à s'opposer à leur sabotage. Quand lutte ouvrière il y a, ce qui est loin d'être toujours le cas. Aujourd'hui, le prolétariat international n'est pas en mesure d'affirmer et d'offrir, pas même de laisser entrevoir, une alternative au capitalisme et à la guerre. La photographie immédiate ne peut que provoquer scepticisme et fatalisme non seulement dans ses propres rangs mais aussi parmi les individus, prolétaires ou non, et les regroupements « habités » d'une espérance révolutionnaire, quelle qu'elle puisse être.

De nouveau, ce « sentiment » d'impuissance dans les rangs prolétariens peut trouver un écho et s'exprimer d'une manière ou d'une autre au sein même des forces du camp prolétarien, voire de la Gauche communiste elle-même : *le prolétariat est totalement soumis. Il est impuissant face à la guerre. Ou encore, il est battu et la guerre est inévitable. Ou, à l'inverse, la photo peut provoquer acte ou profession de foi et phrase révolutionnaire vide de signification politique : le prolétariat n'est pas battu ou encore la bourgeoisie ne peut pas aller vers la guerre généralisée car la classe ouvrière n'est pas défaite. Dans ce cas, on fait d'une simple donnée de l'équation historique un schéma absolu.*

Cette difficulté à voir au-delà de la photo et à ne considérer que la faiblesse immédiate – réelle – du proléta-

¹ . Rapport sur la révolution de 1905, 1917, œuvres complètes, vol. 23.

² . cf. Révolution ou guerre 26, *Défaite ouvrière, victoire syndicale de l'UAW et préparation à la guerre impérialiste généralisée.*

riat affaiblit et sape la conviction des révolutionnaires, groupes, cercles, individus plus ou moins conscients, dans son caractère révolutionnaire et sa capacité à s'élever et s'opposer à la dynamique de guerre généralisée. À cela s'ajoute le fait que la bourgeoisie, ses médias et ses propagandistes ne restent pas inactifs et qu'ils enfoncent le clou de l'impuissance, voire de l'inexistence, du prolétariat révolutionnaire. Mais surtout, elle n'hésite pas aussi à faire occuper le terrain du « pacifisme » par ses forces de gauche et gauchistes.

Dangereux aussi même si de nature différente, sont les initiatives « radicales » mais néanmoins toujours sur le terrain du pacifisme, de militants et individus sincèrement révolutionnaires, y compris et encore plus, lorsqu'ils affichent un radicalisme politique anarchisant. Nul doute que la vision d'un prolétariat impuissant, ou encore son absence sur la photo, ne peut qu'alimenter à la fois le désespoir et les aventures pour les plus révoltés. L'Appel du Congrès anti-guerre de Prague en est une expression.³ Son objet est « la coordination d'actions directes pour saboter la machine de guerre », sans aucune référence au prolétariat et, encore moins, à la réalité du rapport de force entre les classes. Tel quel ce congrès, s'il devait remporter un minimum de succès, risque fort d'entraîner individus et cercles, souvent anarchistes, dans l'aventurisme et l'activisme de la petite-bourgeoisie révoltée. Le rôle et la responsabilité de la Gauche communiste est à la fois d'avertir les participants du danger et de l'impasse politiques de ce qui, au final, n'est que l'expression d'un « pacifisme radical » et leur offrir l'alternative de l'internationalisme prolétarien tel qu'il peut s'exprimer aujourd'hui, c'est-à-dire en fonction du rapport de forces réel entre les classes et de sa dynamique. À ce jour, notre participation à ce congrès se fait sous la forme d'une Adresse publique que nous avons envoyée aux participants.⁴ Elle oppose l'alternative de classe de l'internationalisme prolétarien que sont les comités NWBCW lancée par la TCI, aussi modestes et limités soient-ils, et à laquelle nous avons adhéré. Évidemment, celle-ci n'est pas exclusive et toute autre initiative se situant clairement sur le terrain de la lutte des classes devrait être prise en considération et débattue.

Contre les visions statiques et unilatérales menant au fatalisme ou au volontarisme, il faut réaffirmer qu'il n'y a pas « une lutte du prolétariat », mais une « lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat », la lutte des classes et non « de classe ». Aujourd'hui, elle est déjà et va être de

plus en plus déterminée par le facteur « marche à la guerre généralisée ». Tel est le cours inévitable de l'histoire. C'est pour ses besoins que chaque classe bourgeoise redouble, et va redoubler, ses attaques contre « son » prolétariat. C'est la nécessité de « se préparer à la guerre impérialiste », et non plus simplement la défense de la compétitivité du capital national face à la concurrence, qui devient la préoccupation première de chaque capital national face au prolétariat. Production d'armement, relance des industries de guerre, explosion des budgets pour la défense militaire, tout cela au prix d'un endettement frôlant les abysses – crise et guerre se nourrissant, avons-nous dit –, qui vont dicter les terrains et les timings des confrontations de classe que la bourgeoisie est obligée de provoquer. Auxquelles vont s'ajouter la nécessité d'imposer à la fois la discipline sociale et la mobilisation des grandes masses de soldats pour les massacres sur le front, à terme pour la plupart des pays, aujourd'hui même pour la Russie, l'Ukraine, Israël.

Au contraire d'une vision schématique faisant de la défaite prolétarienne historique une pré-condition absolue à la guerre, nous ne pouvons pas exclure que, pressée par la crise et entraînée par la logique propre aux rivalités impérialistes et militaires, la bourgeoisie ne soit contrainte de se lancer dans la guerre généralisée sans prendre le soin d'infliger une défaite prolétarienne, idéologique, politique **et sanglante** au préalable. Dans ce cas, la bourgeoisie prendrait un plus grand risque, celui-là même dont elle fit l'expérience lors de la vague révolutionnaire des années 1917-1923. Celui-là même contre lequel elle se garantit en infligeant une défaite politique et une terreur sanglante au cours des années 1930.

Certes ce risque historique pourrait se révéler insignifiant en cas de guerre nucléaire généralisée qui détruirait la planète. Pour l'heure, nous n'en sommes pas encore là. Confrontations de classe il va y avoir. Raison de plus alors pour que les révolutionnaires se préparent au mieux afin que le prolétariat réponde avec le plus d'efficacité possible ; c'est-à-dire, et pour faire simple, qu'il puisse s'emparer en masse des orientations et des mots d'ordre avancés par les groupes communistes. Pour cela, il doit se doter d'une force matérielle politique en capacité de définir, porter et diffuser orientations et mots d'ordre dans les masses – et en passant de défendre avec rigueur l'internationalisme prolétarien contre toute forme de pacifisme. Il doit se doter de son véritable parti politique, le parti communiste mondial.

Le combat pour celui-ci, que les groupes communistes doivent assumer, est aussi un élément et un facteur, *in fine* le principal, de l'évolution du rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat, du cours historique.

L'équipe de rédaction, 28 avril 2024

³ . Nous reproduisons cet Appel dans ce numéro et le faisons suivre d'une Adresse à tous les participants à ce congrès qui expose notre position critique sur celui-ci et avance une alternative.

⁴ . En passant, relevons que ses organisateurs rejettent la participation des « constructeurs de parti : « nous n'avons invité aucune des plus 'célèbres' grandes organisations dites « communistes de gauche. » (Interview avec le comité d'organisation)

Situation internationale

Le tract qui suit fut diffusé par la Communist Workers Organization lors des manifestations pro-palestiniennes en Grande-Bretagne. Nous l'appuyons et le faisons nôtre. Nous le faisons suivre d'un rapide bilan de la grève du secteur public au Québec qui a eu lieu l'automne dernier.

Les travailleurs n'ont pas de patrie : Combattons la guerre par l'unité de classe et la lutte de classe !

La guerre à Gaza est le produit de l'impérialisme, tout comme les guerres en Ukraine, en Afghanistan, en Irak, en Syrie et la cinquantaine d'autres conflits qui font rage sur la planète. L'impérialisme est l'enfant du capitalisme et le flot continu d'atrocités barbares que nous voyons chaque jour représente le vrai visage du système aujourd'hui. Tous les discours sur les « droits de l'homme », la « démocratie », « l'ordre international fondé sur des règles », etc. ne peuvent le masquer.

Israël et le Hamas sont tous deux des pions sur l'échiquier impérialiste. Israël est né de la victoire de l'impérialisme allié lors de la Seconde Guerre mondiale et a été initialement soutenu par l'URSS et les États-Unis. Avec l'éclatement de la guerre froide, il est devenu l'avant-poste massivement financé et armé de l'impérialisme occidental au Moyen-Orient. Mais la domination américaine sur la région et le commerce du pétrole est désormais menacée par les impérialismes rivaux de la Russie et de la Chine. Le Hamas a été financé par le Qatar à hauteur de 30 millions de dollars par mois (avec le soutien d'Israël, qui espérait ainsi monter les factions palestiniennes les unes contre les autres et saper la perspective d'une solution à deux États). Le Hamas a également été armé par l'Iran, qui a conclu une alliance de fait avec la Russie et la Chine contre les États-Unis.

La guerre à Gaza, comme celle en Ukraine, est menée sous la bannière du nationalisme. La vérité est qu'il n'existe pas de nation palestinienne unique ni de nation israélienne unique. Toutes les nations sont divisées en classes et parler de la nation palestinienne ou israélienne signifie en réalité les États de la classe capitaliste palestinienne ou israélienne. La classe ouvrière n'a aucun intérêt à soutenir ses exploiters dans l'un ou l'autre État, comme l'ont démontré les luttes de classe acharnées qui ont eu lieu par le passé en Palestine et en Israël.

Le nationalisme est le mensonge utilisé pour convaincre les travailleurs de mourir pour leurs exploiters et d'oublier leurs intérêts de classe. Les différents visages du gauchisme et même des sections de l'anarchisme nous poussent à soutenir l'un ou l'autre camp au nom de « l'anti-impérialisme » ou du « moindre mal ». Mais la guerre à Gaza, la guerre en Ukraine et toutes les autres sont des guerres inter-impérialistes ; il n'y a pas de camp anti-impérialiste dans ces guerres. Ce que ces guerres représentent, ce sont des étapes vers une guerre mondiale où les principales puissances impérialistes mobiliseront les travailleurs pour s'affronter les unes les autres.

La seule véritable lutte anti-impérialiste est la lutte contre le capitalisme lui-même, et la seule façon de s'opposer aux guerres impérialistes est de s'appuyer sur la lutte des classes.

Ce sont les révolutions en Russie et en Allemagne qui ont mis fin à la Première guerre mondiale. Malgré les obstacles, l'unité de classe et la lutte de classe de tous les secteurs de la classe ouvrière – quelle que soit leur origine nationale, quel que soit le côté des guerres où ils se trouvent – est la seule voie pour prévenir la plongée dans la barbarie que nos gouvernants nous préparent et que nous paierons, et payons déjà, de notre sueur et de notre sang.

La CWO soutient les internationalistes qui forment des groupes locaux « *No War But the Class War* » pour intervenir dans la lutte des classes, en exposant le lien entre les attaques contre nos conditions de vie et la volonté de faire la guerre. Rejoignez-nous. Nous disons : **Pas d'autre guerre que la guerre de classe !**

Communist Workers' Organisation, mars 2024

Retour sur le sabotage par les syndicats de la lutte du secteur public au Québec

Les 550 000 travailleurs du secteur public de la province de Québec (Canada) ont voté à 95% pour une grève générale illimitée (GGI) à exercer en octobre. Le 23 septembre plus de 100 000 travailleurs manifestaient pour montrer leur détermination. Dans un tract du comité NWBCW-Montréal (Non à la Guerre, Pour la Guerre de Classe) distribué lors de cette manifestation il était mentionné qu'« il faut préparer la GCI par la création de comités de grève ou lutte de tous les travailleurs, quelle que soit leur appartenance syndicale, qu'ils soient syndiqués ou non, et quelle que soit leur fonction. C'est le premier moyen de lutter contre les divisions et l'affaiblissement de nos forces. Nous devons participer aux réunions syndicales et faire des propositions pour contrer la division et le sabotage des syndicats, surtout s'ils reviennent avec les mêmes propositions d'actions qui ont échoué dans le passé : actions isolées, grèves sectorielles, grèves d'un ou deux jours et même de quelques heures par syndicat. Les comités NWBCW soutiennent les luttes ouvrières parce qu'elles ne sont plus aujourd'hui seulement déterminées par la crise – la défense du capital national contre les rivaux au plan économique – mais aussi par les besoins, plus ou moins directs selon les pays, des poussées vers la guerre généralisée ; en particulier la nécessité de développer des économies de guerre et de réarmer. Dans cette situation, toute lutte ouvrière représente **objectivement**, et quelle qu'en soit la conscience des prolétaires en lutte, une dynamique d'opposition à la crise et à la marche vers la guerre de son propre capital national. Et cela aux plans économiques tout comme au plan idéologique en tendant, et seulement en tendant, à rompre avec le cadre de la défense du capital national et de l'unité nationale avec sa propre bourgeoisie. »

Avec un mois de retard, en novembre, le Front Commun des syndicats et ceux n'y participant pas se sont lancés dans une multitude de grèves allant de quelques heures à quelques jours. Quant la FAE (35% des enseignants), elle a opté pour sa part pour une GGI qui a duré 22 jours. Cette grève complètement isolée des autres travailleurs n'a jamais été élargie à d'autres secteurs du public ou du privé.

Dans un tract du GIGC et distribué lors des journées de grèves, nous écrivions : « Il ne s'agit plus tant, de manière prioritaire, d'appeler à former des comités de lutte ou autres pour préparer et encourager à une grève véritablement « illi-

mitée et unie » et à son extension au-delà du secteur public. Aujourd'hui, aux premiers jours du mouvement, il s'agit : d'appeler directement tous les métiers et corporations du secteur public à se mettre en grève en même temps et tous ensemble; de les appeler à étendre la grève au-delà du secteur public, vers le privé; d'appeler l'ensemble des prolétaires du Québec, du public et du privé, à la grève immédiate et illimitée en rompant avec l'unité nationale et l'interdiction des grèves réelles. Et si comités de lutte il y a, il leur appartient de centrer toute leur intervention sur ces mots d'ordre. »

Le 27 décembre, les syndicats annonçaient une entente de principe sans divulguer la moindre information et mirent fin à toutes les grèves. Le gouvernement provincial de Legault n'a pas eu besoin de passer des injonctions et des lois pour arrêter les grèves. Les syndicats comme organe de l'État capitaliste s'en sont chargés.

Et pour être bien certain que les travailleurs du secteur public ne se mettent pas en GGI les syndicats ont appelé à des votes du 8 janvier au 19 février histoire de couper court à toute velléité de lutte et de faire accepter les offres de l'État. Et la majorité des syndicats ont fait des assemblées en vidéo conférence. Par exemple l'Alliance des professeures et des professeurs de Montréal a tenu ce genre d'assemblée démobilisantes de 18h à 2h du matin avec une acceptation à 52% de l'offre gouvernementale.

Bien que les syndicats tentent de contrôler étroitement les assemblées en présence physique, **il faut rejeter radicalement** les assemblées en vidéo conférence. La mainmise totale des syndicats, organisateurs des vidéos conférences, permet toutes les manœuvres au cas où le vote ne leur convient pas. Le fait de rester chez soi pour les travailleurs non seulement ne permet pas d'engager un véritable « débat » contradictoire sur la lutte elle-même, ici la valeur de l'accord salarial, les conditions de travail et sur la direction et les modalités de la grève elle-même. Cet isolement mis de l'avant de plus en plus par les syndicats tant pour les votes de grève que sur les offres patronales empêchent les travailleurs de « sentir » la force et la vitalité de leur collectif afin qu'ils puissent prendre conscience qu'unis dans la lutte, ils sont bien plus qu'une somme de votants pour ou contre.

Normand

Pour marcher à la guerre généralisée, la bourgeoisie européenne se prépare à attaquer toujours plus le prolétariat

Dans le numéro précédent, nous avons essayé de montrer en quoi les politiques économiques menées par le gouvernement Biden, les « Bidenomics », représentaient à la fois les premières étapes pour adapter l'appareil de production américain à la dynamique vers la guerre impérialiste généralisée et une attaque économique, politique et idéologique contre le prolétariat.⁵ L'article qui suit (page suivante) publié sur le site de la Tendances communiste internationaliste vient mettre en lumière comment la bourgeoisie française commence elle-aussi à se préparer à la guerre au plan économique et « social », c'est-à-dire pour imposer les sacrifices au prolétariat en France qui sont indispensables pour cette préparation. Nous appelons tous ceux qui le peuvent, groupes, cercle et même individus isolés, à en faire de même dans le maximum de pays.

Écrit un mois plus tôt, l'article ne pouvait pas prendre en compte le [Discours sur l'Europe](#) que le Président français Macron a tenu le 25 avril.⁶ Celui-ci vient largement exposé la vision de la bourgeoisie française qui se veut à la fois le pendant aux « bidenomics » pour l'Europe et une tentative de se dégager de la polarisation croissante entre les États-Unis et la Chine que la guerre en Ukraine a précipitée. Elle essaie de convaincre les européens de la nécessité d'une « autonomie stratégique européenne » de défense militaire dont elle espère bien pouvoir prendre le leadership, particulièrement face à l'Allemagne. Et pour cela, Macron en appelle aussi à une politique industrielle européenne adaptée.

« Le risque est immense d'être fragilisés, voire relégués. Parce que nous sommes dans un moment inédit de bouleversement du monde, d'accélération de grandes transformations. (...) Nous devons être lucides sur le fait que notre Europe, aujourd'hui, est mortelle. Elle peut mourir. Elle peut mourir, et cela dépend uniquement de nos choix. Mais ces choix sont à faire maintenant. Parce que c'est aujourd'hui que se joue la question de la paix et de la guerre sur notre continent et de notre capacité à assurer notre sécurité ou pas. (...) Et ceci se fait sur des constats très simples pour documenter la gravité de mon propos. D'abord, nous ne sommes pas armés (...) face au réarmement généralisé du monde et à son accélération. (...) Le deuxième, c'est que sur le plan économique, notre modèle [social] tel qu'il est conçu aujourd'hui n'est plus soutenable. (...) Puis le troisième constat (...), c'est la bataille culturelle, celle des imaginaires, des récits, des valeurs [démocratiques, précise-t-il], qui est de plus en plus délicate. »

Depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine, la porte de l'autonomie stratégique européenne, politique traditionnelle de l'impérialisme français depuis De Gaulle, s'était refermée, toutes les nations européennes se réfugiant sous le parapluie nucléaire américain fourni par l'Otan – au point que la Finlande et la Suède y adhèrent en urgence. Avec le blocage durant six mois par le congrès de l'aide américaine à l'Ukraine et la possibilité de l'élection de Trump, le risque d'un désengagement militaire américain en Europe et de la perte de son parapluie nucléaire est revenu hanter les bourgeoisies européennes, d'autant que les succès militaires russes sur le front ukrainien se succèdent. Face à cela, la porte de l'autonomie stratégique européenne, autonome vis-à-vis des États-Unis et propre à l'impérialisme français, s'est ré-ouverte, du moins c'est ce que veut croire la France en faisant valoir ses capacités militaires et nucléaires :

« Cette ère où l'Europe achetait son énergie et ses engrais à la Russie, faisait produire en Chine, déléguait sa sécurité aux États-Unis d'Amérique, est révolue. (...) [Il faut] bâtir une Europe en capacité de montrer qu'elle n'est jamais le vassal des États-Unis d'Amérique. (...) La dissuasion nucléaire est en effet au cœur de la stratégie de défense française. Elle est donc par essence un élément incontournable de la défense du continent européen. C'est grâce à cette défense crédible que nous pourrions bâtir les garanties de sécurité qu'attendent tous nos partenaires, partout en Europe, et qui aura vocation aussi à construire le cadre de sécurité commun, garantie de sécurité pour chacun. »

Nous ne savons pas dans quelle mesure les autres bourgeoisies européennes adhéreront aux prétentions françaises, mais il ne fait guère de doute qu'elles s'uniront sur le fait que « le modèle social le plus exigeant et qui ponctionne le plus sur la richesse qu'il produit (...) n'est plus soutenable » pour l'ensemble des capitalismes européens. Le discours de Macron vient confirmer le titre de l'article qui suit et que nous reprenons à notre compte : « La guerre sociale est déclarée. » Et c'est bien la bourgeoisie qui la déclare, va la mener et l'imposer au prolétariat en cherchant à ce qu'elle se déroule sur les terrains et aux moments qu'elle jugera les meilleurs pour l'emporter. C'est aussi la signification de l'appel de Macron à ce que l'Europe mène aussi la bataille culturelle, c'est-à-dire idéologique, afin de détourner le prolétariat de la lutte des classes au nom de la défense de la démocratie et de l'unité nationale. Voilà pourquoi nous saluons et soutenons cet article.⁷

L'équipe de rédaction

⁵ . RG #26, États-Unis : défaite ouvrière, victoire syndicale de l'UAW et préparation à la guerre impérialiste généralisée, <http://igcl.org/Etats-Unis-defaite-ouvriere>

⁶ . <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2024/04/24/discours-sur-leurope>

⁷ . Il pourrait y avoir deux points à débattre dans ce texte et qui sont ici et aujourd'hui totalement secondaires. Le passage sur la crise historique du capitalisme demanderait d'être approfondi au sein du camp prolétarien comme un tout. L'appel à l'« auto-organisation » et la présentation du rapport parti-classe, certes qui ne pouvait être que rapide, appellerait à une discussion contradictoire.

Plan d'austérité en France : la guerre sociale est déclarée !

50 milliards d'euros d'économies d'ici 2027 : voilà ce que demande le président de la Cour des comptes, le « socialiste » Pierre Moscovici, pour résorber le déficit public afin de rentrer dans les clous de la Commission européenne, dans un contexte de reflux important de la croissance.

Il n'en fallait pas moins pour que le gouvernement français annonce en fanfare l'objectif de 10 milliards d'économies pour l'année 2024, suivie de 20 milliards en 2025. Il est très probable que cette politique d'austérité se poursuive au moins jusqu'en 2027 et s'intensifie, comme le sous-entend le ministre de l'économie Bruno Le Maire, qui veut mettre un terme à « l'État-providence à la française. » Tous les postes sont concernés : l'écologie, l'éducation, la santé, le logement, la sécurité sociale, le chômage, les prestations sociales... tous sauf l'armée, qui est saine et sauve, pour le plus grand bonheur des bourgeois de l'industrie d'armement, tels Dassault et compagnie !

Économie de guerre et réarmement : vers la guerre généralisée

Alors même que le niveau des dépenses sociales va drastiquement chuter dans les prochaines années pour tenter de résorber le déficit, les dépenses militaires, elles, vont continuer d'augmenter sur leur dos, et même doubler d'ici 2030. Cela s'inscrit dans le cadre de « l'économie de guerre » tant souhaitée par Emmanuel Macron, et du réarmement de la France avec plusieurs milliards d'euros (!) pour soutenir militairement l'Ukraine.⁸ De même, pour la première fois, la centrale EDF de Civaux va être réservée à l'armée pour produire du tritium, isotope fondamental dans le cadre de la dissuasion nucléaire. La France se prépare clairement à la possibilité d'une guerre inter-impérialiste généralisée, et cherche donc à augmenter son budget militaire en prévision, comme en témoigne les récentes déclarations du président Macron sur la possibilité d'envoyer des troupes françaises en Ukraine (ou des corps d'élite ou des techniciens-instructeurs) pour combattre la Russie. Si les différents dirigeants occidentaux s'y sont (pour le moment) opposés, force est de constater que tous les pays de l'OTAN augmentent aujourd'hui drastiquement leur budget militaire et se remilitarisent.⁹ Dans ce contexte morose de déclin économique et de remilitarisation forcée, tous les gouvernements bourgeois cherchent des ressources pour financer la boucherie impérialiste tout en réduisant leur budget : les plus pauvres et les travailleurs en sont les premières victimes.

⁸ . <https://reporterre.net/Guerre-en-Ukraine-Emmanuel-Macron-essaie-d-habiter-l-opinion-a-un-rearmement>.

⁹ . <https://www.lexpress.fr/monde/amerique/otan-vers-une-hausse-sans-precedent-des-depenses-militaires-BTCF5TCNWNEEBN3CUPKPNMK3BI/>

Des attaques anti-ouvrières partout dans le monde

La France n'est pas le seul pays qui connaît une purge sociale terrible pour satisfaire les intérêts de la bourgeoisie : l'Argentine, l'Allemagne, la Finlande, la République Tchèque, Cuba, le Pakistan, l'Égypte, la Grande-Bretagne, l'Équateur, le Sri Lanka, la Grèce, l'Italie, la Nouvelle-Zélande, le Venezuela ou encore la Suède ont mis en place récemment des politiques d'austérité particulièrement féroces contre le prolétariat, afin d'espérer sortir de la crise économique qui secoue le globe. Partout, ce sont ces conditions même d'existence qui sont attaquées, alors que les luttes sociales se multiplient à travers le monde pour y faire face, comme à Cuba, où, bien loin des impérialistes américains et de la bourgeoisie cubaine pseudo-communiste, la classe ouvrière s'auto-organise pour revendiquer une amélioration de ses conditions de vie.¹⁰

La crise historique du capital depuis 50 ans

En réalité, ces politiques de rigueur s'inscrivent dans un contexte de crise économique historique du capital depuis 1973. Depuis les deux chocs pétroliers des années 70, le monde capitaliste n'a plus connu de phases de prospérité généralisée, bien au contraire : tous les 10 ans environ, des crises économiques plus ou moins sévères (1973-1979 ; 1980-1982 ; 1990-1992 ; 1997-2002 ; 2007-2011 ; 2020-2022 et depuis la guerre en Ukraine en 2022) impactent le système économique international, conduisant à une baisse continue de la croissance économique depuis 50 ans.¹¹ Alors même que nous n'étions jamais vraiment sortis de la « Grande récession » de 2008¹², la crise du Covid puis la guerre en Ukraine ont à nouveau replongé le monde dans la dépression économique et la « stagflation ». Depuis 2020, la croissance économique mondiale est relativement faible, excepté aux États-Unis, du fait de leur politique protectionniste et fortement interventionniste.

Le capitalisme connaît régulièrement des cycles économiques, qui se caractérisent par des phases d'expansion économique, puis de dépression, où il lui faut trouver de nouveaux débouchés pour enclencher un nouveau cycle, comme l'explique Marx dans *Le Capital*¹³ :

« On peut admettre que, pour les branches les plus décisives de la grande industrie, ce cycle vital est présentement en moyenne de dix ans. Cependant, ce qui compte

¹⁰ . <https://www.rfi.fr/am%C3%A9riques/20240318-les-cubains-manifestent-contre-les-p%C3%A9nuries-de-courant-et-de-nourriture>

¹¹ . https://en.wikipedia.org/wiki/Economic_growth#/media/File:Welt-BIPWorldgroupOECDengl.PNG

¹² . <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2018/10/03/blog-lasting-effects-the-global-economic-recovery-10-years-after-the-crisis>

¹³ . *Le capital*, Livre 2, ch. 7 et 9.

ici n'est pas la précision de ce chiffre, mais ceci : l'une des bases matérielles des crises périodiques est formée par ce cycle qui englobe pour une série d'années des rotations liées les unes aux autres et au cours desquelles le capital est prisonnier de son élément fixe. Au cours de ce cycle, les activités passent par des phases successives de calme plat, d'animation moyenne, de précipitation et de crise. Ainsi donc, les périodes au cours desquelles le capital est investi sont très différentes les unes des autres et ne coïncident pas. Or, la crise représente toujours le point de départ d'un puissant mouvement d'investissements nouveaux. Elle fournit donc la nouvelle base matérielle pour le prochain cycle économique, si l'on considère les choses à l'échelle de la société entière... »

Aujourd'hui, cette « sortie de crise » implique, pour la bourgeoisie, de pressurer toujours davantage le prolétariat. Cette politique d'austérité n'est pas nouvelle : sous tous les gouvernements français successifs, de droite comme de gauche, des politiques de rigueur contre la classe ouvrière ont été appliquées (sous Valéry Giscard d'Estaing en 1976, François Mitterrand en 1983, Jacques Chirac en 1995, Nicolas Sarkozy en 2010 et François Hollande en 2014), sans succès pour relancer l'économie.

La politique d'austérité actuelle est ici directement liée à ce reflux mondial de la croissance économique, imputable aux conflits géopolitiques et à la crise énergétique, qui ne permet pas à l'État d'enregistrer suffisamment de recettes, et qui conduit donc les gouvernements à devoir s'attaquer aux dépenses publiques pour espérer réduire les déficits budgétaires et la dette publique. Tout cela dans le but évident de rassurer les institutions supranationales (Banque mondiale, FMI ou la Commission Européenne), et, surtout, les marchés financiers et agences de notation, pour ne pas être déclarés insolvables comme le fut l'Europe du sud après la crise de 2008, et pour continuer d'attirer les investisseurs étrangers. Or, cette politique d'austérité ne peut que s'aggraver continuellement, du fait de l'absence de perspectives de croissance dans les années à venir, alors même qu'elle engendre un cercle vicieux : moins de croissance lié au contexte international, donc moins de recettes, donc moins de dépenses publiques, ce qui conduit à l'absence de relance de l'activité économique et donc à toujours plus de récession et de coupes budgétaires. Mais la raison fondamentale de la situation actuelle tient au fait que le capital, depuis 50 ans dans ce dernier cycle productif, ne parvient plus désormais à faire face à la baisse du taux de profit qui caractérise le système capitaliste. C'est pourquoi nous assistons à la multiplication des attaques contre le prolétariat, et à la marche à la guerre, solution ultime pour le capitalisme afin de se régénérer et de redémarrer un nouveau cycle

de production par la destruction du capital constant et du capital variable.

La nécessité de s'auto-organiser et de sortir du carcan réformiste

Face à ces attaques de plus en plus nombreuses et qui ne vont que s'intensifier à cause de la marche à la guerre et de la crise économique, notre classe doit chercher à s'auto-organiser contre la bourgeoisie et ses alliés, au travers de son parti international d'avant-garde, qui lui fait malheureusement encore défaut. Elle ne peut faire confiance, ni aux syndicats, ni à la gauche institutionnelle, car ce sont eux qui, à Cuba comme au Venezuela, au Portugal comme en Espagne, en Allemagne comme en Afrique du sud, impulsent ces politiques de purge sociale contre les masses laborieuses. Elle ne peut ni ne doit non plus porter simplement un programme défensif, sur le retrait des contre-réformes imposées par l'État et le patronat, mais également un programme offensif, pour la hausse des salaires, l'amélioration des conditions de vie et de travail, la baisse de l'âge de départ à la retraite et la baisse du temps de travail, sans se soucier de sa faisabilité financière dans le système capitaliste, car il faudra l'y contraindre. Comme le disaient Karl Marx et Friedrich Engels en 1850, dans l'« Adresse du Comité Central à la Ligue des communistes » :

« [Les ouvriers] doivent pousser à l'extrême les propositions des démocrates qui, en tout cas, ne se montreront pas révolutionnaires, mais simplement réformistes, et transformer ces propositions en attaques directes contre la propriété privée (...) Si les démocrates réclament la régularisation de la dette publique, les ouvriers réclament la faillite de l'État. Les revendications des ouvriers devront donc se régler partout sur les concessions et les mesures des démocrates (...) Mais ils contribueront eux-mêmes à leur victoire définitive bien plus par le fait qu'ils prendront conscience de leurs intérêts de classe, se poseront dès que possible en parti indépendant et ne se laisseront pas un instant détourner par les phrases hypocrites des petits bourgeois démocratiques de l'organisation autonome du parti du prolétariat. »

C'est seulement par la lutte de classe organisée et guidée par son parti communiste international, que le prolétariat prendra conscience que la révolution communiste est l'unique solution face à un système décadent et instable, en crise perpétuelle. Dans le cas contraire, « pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocat, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère toujours. » (Auguste Blanqui, « Toast de Londres », 25 février 1851)

Xav, 25/03/24

Débat au sein du camp prolétarien

Correspondance sur la grève de masse

Suite à notre introduction à l'article du CCI que nous avons reproduit dans le dernier numéro, nous avons reçu un courrier critique que nous publions ici et que nous faisons suivre de notre réponse. L'objet premier de cette correspondance touchait avant tout au passage qui émettait rapidement une hypothèse pour comprendre le développement actuel du groupe « bordiguiste » qui publie The Communist Party aux États-Unis. Sa défense du syndicalisme rouge pourrait expliquer l'écho qu'il rencontre par « le fait que l'expérience de dynamique de grève de masse par le prolétariat nord-américain reste particulièrement lointaine – les années 1930... » Le lecteur lira ci-après la correction émise par le camarade et prendra aussi connaissance d'une critique plus large de nos positions. Notre réponse proposa à l'auteur – que nous ne connaissons pas – de la lettre d'engager un débat sur les questions qu'il, ou elle, soulevait. Malheureusement, nous n'avons pas reçu d'autre nouvelle de sa part depuis lors. Nous avons néanmoins jugé d'intérêt général de publier cette correspondance.

Lettre du camarade Ivan

Chers camarades,

Quelques commentaires rapides sur votre introduction au texte du CCI *Une intervention opportuniste dans les luttes ouvrières aux États-Unis...*

Tout d'abord, je ne pense pas qu'il soit vrai que « l'expérience du prolétariat nord-américain en matière de dynamique de grève de masse » se limite aux années 1930, ou que l'Amérique du Nord n'a pas connu d'événements comparables aux batailles de classe qui se sont déroulées en Europe après 1968, comme vous l'indiquez. Même si ce n'est pas à une échelle aussi grande que celle de l'Italie pendant et après « l'automne chaud », les États-Unis ont connu des convulsions similaires dans les années 1970 : la grève sauvage de 10 000 travailleurs de l'assainissement à New York en 1975, les grèves des fonctionnaires à San Francisco qui ont partiellement combiné les luttes des enseignants et des travailleurs hospitaliers, et la grève illégale de 200 000 facteurs en 1970, écrasée par l'intervention de l'armée, mais qui a touché la plupart des grandes villes. Je cite le *Time* du 30 mars 1970 :

« En tapant du pied et des mains, les membres de la branche 36 ont interrompu leur réunion de décembre aux cris de "Grève ! Grève ! Leur colère a effrayé les responsables syndicaux. Nous ne contrôlions plus la situation", a déclaré le vice-président exécutif Herman Sandbank... Un appel furieux à un vote de grève immédiat a été jugé inconstitutionnel et le scrutin sur la question a été reporté au jour de la Saint-Patrick. Alors que des milliers de New-Yorkais regardaient les manifestants sur la Cinquième Avenue, les facteurs se sont rendus aux urnes et ont voté par 1 555 voix contre 1 055 en faveur de la grève. D'autres sections locales leur ont rapidement emboîté le pas. Les membres du Manhattan-Bronx Postal Union ont chassé leur président, Morris Biller, de la tribune lorsqu'il a refusé de les autoriser à voter immédiatement la grève.... Ma-

nifestant leur impatience à l'égard du Congrès et de leurs propres dirigeants, quelque 3 000 membres de la branche 11 de la N.A.L.C. de Chicago ont rejeté les appels des responsables syndicaux à rester à leur poste et ont voté massivement en faveur de la grève. La résistance s'est rapidement propagée. Les unités postales de Boston, Cleveland, Pittsburgh, Minneapolis, Milwaukee, San Francisco et de plusieurs banlieues de Los Angeles ont voté soit la poursuite des débrayages déjà en cours, soit de nouveaux débrayages. Lors d'une réunion tumultueuse le samedi matin, la branche 36 de la N.A.L.C. de New York, qui avait tout déclenché, a voté à la quasi-unanimité le maintien du débrayage. »

Il est vrai que ces grèves se sont rarement étendues au-delà d'une corporation (et n'illustrent donc pas parfaitement une « dynamique de grève de masse »). Cependant, elles sont au moins aussi importantes que les trois principales « grèves générales » des années 1930 aux États-Unis et ont constitué un défi plus important pour les contrôles que vous assimilez (à juste titre) à « l'intégration totale et définitive des syndicats à l'État », consommée par la loi Wagner de 1935, puis par l'engagement des syndicats à ne pas lancer de grève pendant la guerre.

Deuxièmement, la remarque selon laquelle l'intégration susmentionnée était « en vue de la préparation de la 2^e Guerre impérialiste mondiale » me semble imprécise et légèrement mécanique. Elle n'est pas strictement erronée, et est en fait juste, en corrélation avec les principes énumérés ci-dessous par Paul Mattick :

« ...la crise ne peut être réduite à des "événements purement économiques", bien qu'elle naisse "purement économique", c'est-à-dire des rapports sociaux de production revêtant des formes économiques. La lutte pour la compétitivité internationale, menée également par des moyens politiques et militaires, influence le développement économique, tout comme celui-ci donne naissance aux différentes formes de

concurrency. Ainsi, toute crise réelle ne peut être comprise qu'en relation avec le développement social dans son ensemble... » [nous traduisons directement de la lettre, n'ayant pas trouvé la référence de la citation attribuée à P. Mattick]

À l'époque de l'impérialisme et du capitalisme d'État, la réponse des États aux crises coïncide avec les préparatifs de guerre. Les administrateurs de l'exploitation eux-mêmes en sont partiellement conscients, puisque Blinken, par exemple, n'anticipe pas explicitement une guerre avec la Chine, mais relie indirectement le programme de son administration aux « nouveaux défis » posés par la configuration géopolitique soumise à la concurrence accrue après le COVID. Néanmoins, les architectes des lois syndicales de 1935 aux États-Unis, et même des mesures qui constituaient manifestement une forme de mobilisation militaire, tel que le CCC [Civilian Conservation Corps^a], ne les concevaient pas encore consciemment comme des préparatifs à la dévalorisation sanguinaire de 1939-1945. Ils étaient certainement moins conscients de l'utilité de ces mesures

en tant que préparation à la guerre à venir que leurs homologues français, dont *Bilan* a brillamment établi qu'ils étaient « les Hitler et les Mussolini de la France démocratique », alors que le Front populaire confirmait la « prophétie » de Bordiga selon laquelle les socialistes arriveraient au pouvoir « avec un programme de style fasciste... ». La loi Wagner et le CCC étaient des réponses à une crise, a) dont la résolution a été la Seconde Guerre mondiale, et b) qui a créé la même situation instable que celle dont les dirigeants reconnaissent qu'elle peut porter à l'intensification de la confrontation interétatique à un niveau militaire. Il s'agit donc de « préparatifs en vue de la deuxième guerre mondiale impérialiste », mais de manière rétroactive et indirecte. À mon avis, cela témoigne peut-être d'un certain niveau de « bi-dimensionnalité » [two-dimensional-ness] dans la conception du GIGC sur les « crises » et la « solution » de la guerre généralisée.

Fraternellement, Ivan

Note^a : Partie intégrante du New Deal de Roosevelt, le CCC fut un programme visant à remettre les chômeurs au travail (ndt).

Notre réponse à Ivan

Le GIGC au camarade Ivan,
Cher camarade,

Nous avons discuté de tes commentaires critiques sur la présentation que notre journal fait de l'article du CCI sur l'intervention du *The Communist Party* dans les luttes de la classe ouvrière aux États-Unis. Nous saluons l'approche politique et nous apprécions l'effort, car ils apportent des clarifications historiques sur les expériences de grèves de masse en Amérique du Nord, ainsi que tes commentaires sur « l'intégration définitive des syndicats à l'appareil d'État américain. » Les deux méritent d'être débattus et clarifiés sur le plan politique.

1) En fait, tes observations sur les expériences de grève de masse aux États-Unis dans les années 1970 ne contredisent pas, ni ne s'opposent à notre compréhension du phénomène de la grève de masse en tant que « forme universelle de la lutte de classe prolétarienne déterminée par le stade actuel du développement capitaliste et des rapports de classe » (Rosa Luxemburg). Elle vient plutôt « enrichir » notre compréhension et nos discussions internes. C'est ce point important que, pour notre part, nous voulons souligner en premier lieu. Elles ne s'opposent pas non plus au fait que des différences d'expérience puissent exister entre les différentes fractions du prolétariat international, ici entre celles d'Amérique du Nord et d'Europe. Or, et c'est peut-être aussi une préoccupation que tu avais lorsque tu nous as écrit, il est clair que

la mise en évidence de ces différences possibles ne doit pas nous amener à considérer la dynamique de la lutte des classes, en fait **la lutte entre les classes**¹⁴, comme un schéma figé, qui exclurait toute possibilité de grève de masse en Amérique du Nord par exemple.

L'observation que nous faisons dans la revue a pour but d'expliquer ou d'exposer des particularités, comme le développement du groupe « bordiguiste » qui publie *The Communist Party* aux États-Unis, en raison de sa position sur les syndicats rouges. Dans ce cas, notre explication n'est qu'une hypothèse. Plus important, évoquer cette « différence de tradition » nous permet de souligner les difficultés que nous avons parfois à débattre, notamment sur la tactique immédiate, avec d'autres groupes communistes, comme le CWO (TCI) par exemple, ou des camarades de pays où le système de « closed-shop » syndical est en vigueur ou non.¹⁵

¹⁴ . À l'attention du lecteur français : la lutte des classes se traduit par *class struggle* en anglais, au singulier donc, ce qui tend à favoriser l'oubli que la bourgeoisie est tout aussi active, et cela en permanence, contre le prolétariat. D'où notre insistance ici.

¹⁵ . Le « closed-shop » est un système, plus répandu dans les pays anglo-saxons que dans les pays d'Europe, surtout du Sud. Il consiste en ce que ne sont employés dans l'entreprise que des membres du syndicat de métier de l'entreprise, rendant de fait les syndicats maîtres de l'embauche. En France, établi en 1945 entre le gouvernement et la CGT pour assurer la paix sociale et la « reconstruction » d'après-guerre, ce système existe encore en partie dans les « vieilles » corporations comme les dockers ou

Par exemple, selon les règles et traditions officielles des syndicats, dans le cadre du « closed-shop » ou non, les militants révolutionnaires sur les lieux de travail ne seront pas confrontés aux mêmes enjeux ou batailles immédiates. Par exemple, ils ne développeront pas les mêmes « tactiques » immédiates en ce qui concerne les réunions convoquées par le syndicat dans le cadre formel du syndicat, c'est-à-dire en n'incluant que les travailleurs syndiqués. D'une manière générale, dans un système de « closed-shop », l'appel des syndicats à une réunion avec les seuls syndiqués peut représenter une « opportunité » pour les militants d'intervenir à un niveau local et immédiat pour rassembler les travailleurs et les « unir » pour la lutte et riposter au sabotage par les syndicats de toute lutte ou grève initiale.

Alors que de tels appels par les syndicats à un système où le closed-shop n'est pas, apparaît d'emblée, là encore d'une manière générale, comme une tentative directe de diviser les travailleurs entre syndiqués et non syndiqués. Là, les militants individuels peuvent et doivent dénoncer directement cette division et appeler à l'alternative d'un rassemblement général de tous les travailleurs du lieu de travail quel que soit leur métier, leur spécialité ou travail spécifique et leur statut et contrat.

Il en va de même pour l'intervention du groupe communiste. C'est pourquoi nous avons souligné dans l'article notre soutien à l'orientation du *The Communist Party* qui appelle à organiser des assemblées générales pour pouvoir voter « en présentiel » dans la situation américaine.¹⁶ En revanche, ce n'est pas, en général, une orientation centrale que nous mettons en avant dans notre intervention dans les mobilisations de masse ou même locales dans des pays comme la France, par exemple. Dans le premier cas, la mise en place d'assemblées générales, c'est-à-dire le rassemblement de tous les travailleurs d'un même lieu de travail, peut être un moment, un premier pas, pour que la lutte se développe, et auquel les syndicats s'opposent ouvertement. Dans le second, la tradition des assemblées générales réunissant tous les travailleurs d'un même lieu de travail, bien qu'attaquée et régulièrement sabotée par les syndicats, est toujours vivante pour tous les travailleurs. Elle ne représente pas le même enjeu.

Par exemple, la tenue d'une assemblée générale n'est pas en général l'expression ou le résultat d'un débordement des syndicats par les travailleurs. Et ce n'est pas toujours un pas en avant. Par exemple, la gauche et les gauchistes n'hésitent pas à convoquer et même à orga-

la presse.

¹⁶ . Pour faire voter la grève et sa fin dans le cadre de la législation américaine très répressive, de plus en plus les syndicats organisent ces votes et des « assemblées » par vidéo conférence sur internet ! Ce fut le cas lors des grèves de UPS et de l'UAW – industrie automobile – aux USA et dans la grève du secteur public du Québec (ndt).

niser des *assemblées générales* avant la lutte ou la grève elle-même. Ce faisant, ils tentent, et réussissent souvent jusqu'à présent, à anticiper et court-circuiter la dynamique même de la lutte.¹⁷ C'est pourquoi nous mettons en garde contre le danger de faire des assemblées générales un *fétiche* – ce que nous appelons et rejetons comme « *fétichisme de l'auto-organisation* » – dont le résultat est souvent de diviser les travailleurs au lieu d'être un moment de leur unification. Mais il s'agit là d'un autre débat.

Ainsi, selon le lieu, les *tactiques* immédiates, telles que la convocation d'assemblées générales ou l'intervention dans tout rassemblement convoqué par les syndicats, peuvent différer non seulement en fonction du moment et du déroulement des luttes elles-mêmes, mais aussi en fonction de la « tradition » locale, pour ainsi dire. Ne considère pas les tactiques immédiates ci-dessus comme des règles absolues à appliquer de manière dogmatique et mécanique. Il s'agit essentiellement de souligner qu'en raison des « traditions historiques », il peut y avoir différentes approches directes et immédiates, des tactiques, qui doivent correspondre à la réalité immédiate ou, pour le dire autrement, au rapport de forces immédiat et local entre les classes.

Le point clé est de vérifier que les différentes tactiques sont en cohérence, ne contredisent pas les principes et les positions programmatiques. Par exemple, dans le système américain en particulier, mais ailleurs aussi, les groupes communistes doivent veiller à ce que l'intervention de leurs militants dans les syndicats ou les réunions syndicales ne se transforme pas en participation et en développement d'une activité et d'une politique **syndicaliste**, qui renforcerait et donnerait du crédit à toute « vie syndicale ».

2) Il en va de même pour le deuxième point que tu soulèves concernant l'intégration finale des syndicats dans l'appareil d'État américain : les commentaires que tu fais ne contredisent pas le point fondamental que nous défendons, à savoir le fait que l'intégration historique des syndicats à l'État capitaliste a été déterminée en fin de compte pour les besoins et la perspective d'une guerre impérialiste généralisée. En tant que telle, cette intégration historique à l'échelle mondiale fait pleinement partie, et constitue même une partie essentielle, du développement du capitalisme d'État. Pour nous, il s'agit à la fois d'un produit et d'un facteur de l'impasse historique du capitalisme dont la plus haute expression est... la guerre impérialiste généralisée elle-même.

Or, nous ne voyons pas très bien pourquoi tu estimes que notre position est « *imprécise et légèrement mécanique*. » Il serait intéressant que tu développes ce point.

¹⁷ . Ce fut le cas lors des dernières mobilisations de masse en France, en 2022, en 2019, et même en 2016. Tu peux te référer à notre site web pour les interventions que nous avons développées à ces moments-là.

Il semble que tu défendes que « *les architectes des lois syndicales de 1935 aux États-Unis (...) ne les concevaient pas encore consciemment comme des préparatifs à la dévalorisation sanguinaire de 1939-1945.* » Nous ne nous opposons pas à ce point particulier. En fait, le fait que les principaux dirigeants politiques de la classe dirigeante soient totalement, partiellement ou pas du tout conscients du rôle qu'ils sont obligés d'accomplir est d'un intérêt secondaire. Quel que soit le degré de conscience ou de compréhension de la dynamique même vers la guerre mondiale par Roosevelt, les dirigeants du Front populaire, Blum, De Man, ou Hitler et Mussolini, etc., ne change rien au fait que les groupes communistes – comme l'ont fait *Bilan* et la Gauche communiste d'Italie ou d'autres de la Gauche germano-hollandaise – ont dû analyser et dénoncer le fait que le New Deal, le Front populaire, ainsi que le développement du capitalisme d'État allemand par les nazis ne pouvaient avoir d'autre signification historique que la préparation de la guerre.¹⁸

Ou bien ta divergence avec nous porte-t-elle sur le fait que le New Deal, pour parler grossièrement, n'était au départ qu'une réponse à la crise qui ne pouvait en fin de compte être résolue que par la guerre ? Encore une fois, et pour autant que nous comprenions ton point de vue, nous ne voyons pas d'opposition à la position de base sur cette question, qui est aujourd'hui d'une importance cruciale : les classes capitalistes sont-elles contraintes de forcer la marche vers une guerre impérialiste généralisée ? Et si oui, cette marche est-elle le facteur déterminant de toute la situation historique internationale, en premier lieu de la lutte des classes ? Telle est la question principale dont nous devons convaincre le plus possible le camp prolétarien et avertir le prolétariat dans son ensemble.

Peux-tu nous préciser ce que tu entends par ces « *préparatifs pour la deuxième guerre impérialiste mondiale, mais de manière rétroactive et indirecte* » ? De même, qu'entends-tu par le fait que notre position « *témoigne peut-être d'un certain niveau de*

bi-dimensionnalité » dans la conception du GIGC sur les crises et la « solution » de la guerre généralisée ?

3) Enfin, nous avons également discuté de l'intérêt pour l'ensemble du camp prolétarien de publier dans notre revue tes commentaires ou, de préférence, une contribution plus développée que tu pourrais écrire sur ces points – si possible pour toi et pour nous dans notre prochain numéro de mai. En es-tu d'accord ? Nous pouvons aussi publier les commentaires tels quels. Ou bien tu peux les corriger et les compléter. Ou encore, si tu le souhaites, tu peux rédiger une contribution plus développée. Techniquement, les commentaires que tu as envoyés correspondent à une page du journal. Même si nous n'avons pas encore décidé du contenu du prochain numéro, tu peux écrire jusqu'à quatre pages. Qu'en penses-tu ?

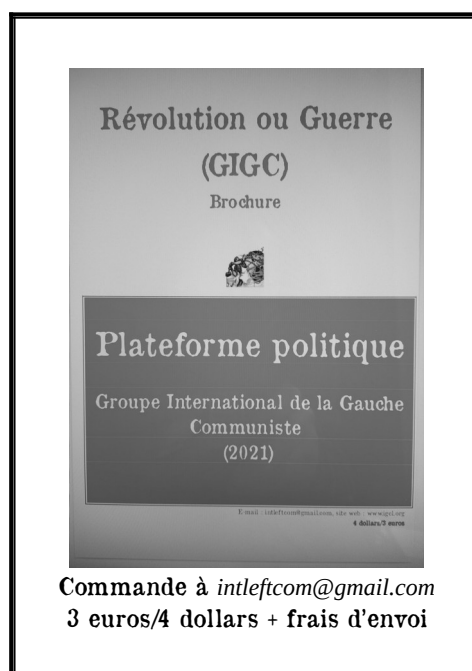
Nous ne savons pas exactement jusqu'à quel point tu connais nos positions générales ainsi que notre conception du camp prolétarien. D'une manière générale, nous sommes toujours « ouverts » à tout débat et confrontation de positions avec des camarades et sympathisants, qu'ils soient en accord ou en critique avec nos positions. Nous pensons que les positions des uns et des

autres, principalement des groupes et organisations communistes, mais aussi des individus du camp prolétarien, ne leur sont pas « propres » mais qu'elles sont des expressions plus ou moins directes des problèmes et questions auxquels l'ensemble du prolétariat est confronté, ou sera confronté. A ce titre, elles sont « d'intérêt général » pour celui-ci, donc aussi pour toutes les forces révolutionnaires. Exposer, débattre, voire confronter les positions est crucial pour l'existence et l'intervention même des groupes révolutionnaires et, plus encore, pour la bataille pour la constitution du parti de demain. C'est pourquoi, en fonction de nos possibilités et de nos priorités, nous encourageons les lecteurs

et les contacts à écrire et à contribuer afin que nous puissions discuter et débattre de leurs positions. C'est pourquoi, en fonction de nos capacités matérielles et de nos priorités politiques, nous essayons autant que possible de publier leurs contributions et d'en débattre publiquement.

Dans l'attente de tes commentaires et de ta réponse, salutations internationalistes,

Le GIGC, 8 janvier 2024



¹⁸ . Il est évident que Churchill était beaucoup plus conscient de la dynamique vers la guerre que Chamberlain [Premier ministre britannique lors de la conférence de Munich de 1938, ndt]. C'est pourquoi le choix des hommes politiques en capacité de remplir et de personnaliser au mieux la défense des intérêts du capital national à tel ou tel moment est un véritable enjeu pour toute bourgeoisie nationale. Historiquement, certains le font mieux que d'autres en raison de leur expérience.

Le « Congrès anti-guerre » de Prague : Influence et danger de l'anarchisme dit « internationaliste »

Nous reproduisons ici l'appel pour un « congrès anti-guerre » lancé par différents groupes, la plupart anarchistes, mais dont la force motrice semble être le groupe révolutionnaire Guerre de classe – aussi connu par son nom tchèque, Tridni Valka¹⁹ – plus ou moins issu ou influencé par le Groupe communiste internationaliste (GCI). Nous faisons suivre l'appel au congrès par une Adresse au congrès que nous avons lui envoyée et qui se veut une prise de position critique de cette initiative.

Appel au congrès anti-guerre – Prague 24 au 26 mai 2024

Du 20 au 26 mai 2024, des groupes et des individus de différentes parties du monde se réuniront à Prague pour coordonner des activités anti-guerre dans le cadre de la Semaine d'action. Cette série d'événements comprendra également un congrès anti-guerre, qui aura lieu du vendredi 24 au dimanche 26 mai 2024. Des campagnes, des actions directes, des projets, des publications et des analyses liés à la question de la guerre seront présentés lors du congrès. Entre autres choses, cet événement internationaliste servira d'assemblée ouverte qui tentera de combiner des prémisses théoriques avec des activités pratiques.

Nous considérons qu'il est nécessaire, dans le processus de résistance à la guerre, de développer une pratique anticapitaliste qui vise à préserver l'autonomie politique. Concrètement, cela signifie que nous voulons nous organiser en dehors des partis politiques, en dehors des structures des États, et contre tous les États. Nous sommes particulièrement intéressés par la manière dont nous pouvons nous opposer à toutes les conditions difficiles auxquelles nous sommes soumis et exposés pendant les guerres interétatiques et la paix capitaliste. Ce qui nous intéresse, c'est de savoir comment saboter les guerres, comment priver nos ennemis de ressources, comment saper la capacité des États et de leurs armées à poursuivre les guerres.

Quelle direction prendre et que faire ? Comment s'associer et s'organiser ? Nous rechercherons des réponses basées sur la différenciation de classe, et non sur la différenciation nationale ; des réponses qui tiennent compte de l'antagonisme entre les simples soldats et les officiers, entre les travailleurs salariés et les patrons, entre le prolétariat et la bourgeoisie. Nous rechercherons les moyens de faire en sorte que les soldats en uniforme de n'importe quelle armée d'État se reconnaissent dans la lutte sociale de leurs frères et sœurs de l'autre côté de la ligne de front, et non dans les ordres meurtriers de leurs officiers. Nous recherche-

rons également les moyens de nous opposer aux faux amis, à tous ceux qui tentent de transformer la lutte des classes en une lutte nationale ou religieuse pour un nouvel État, un nouvel espace capitaliste, mieux adapté à leurs besoins.

Nous soutenons la communauté internationaliste qui affirme la lutte contre la bourgeoisie de tous les camps bellicistes, contre les armées de tous les États, contre les capitalistes de chaque pays. Les manifestations actuelles de résistance, aussi contradictoires et fragmentées soient-elles, contiennent sans aucun doute les germes d'une polarisation sociale qui peut transformer les guerres entre États en un affrontement de classe. Il s'agit de l'affrontement entre les défenseurs de la nation, des États et du capitalisme d'une part, et la classe sociale d'autre part, qui commence à se rendre compte que la défense de la nation à laquelle elle est enchaînée ne sert que les intérêts de ceux qui l'exploitent.

L'action directe contre les guerres prend désormais des formes diverses, plus ou moins ciblées, plus ou moins organisées. Efforçons-nous d'opérer un changement qualitatif où les actes individuels de résistance sortent de leur isolement grâce à l'interconnexion et à la coordination. L'ennemi commun à toutes les époques, c'est d'abord le capitalisme, et donc tout État qui le structure, l'armée qui le défend, la bourgeoisie qui l'incarne. La seule issue au cauchemar des guerres capitalistes et de la paix capitaliste est un réveil collectif : nous devons visualiser et saboter toute la machine de guerre, renverser ses représentants et nous réapproprier notre pouvoir comme créateurs du monde.

Nous appelons les groupes et les individus intéressés à participer au congrès anti-guerre à Prague à nous contacter suffisamment à l'avance avec des propositions pour le programme.

Ensemble contre les guerres capitalistes et la paix capitaliste !

28 Février 2024

¹⁹ . <https://www.autistici.org/tridnivalka/>

Adresse du Groupe international de la Gauche communiste (GIGC) aux participants au Congrès « anti-guerre » de Prague

Nous avons reçu l'Appel au « congrès anti-guerre » devant se tenir à Prague. Nous ne pourrions pas être physiquement présents lors de sa tenue. Si nous l'avions pu, nous y serions intervenus en critiquant la démarche et le cadre politiques qui le fonde et défend nos positions sur l'internationalisme prolétarien dans la situation historique présente, celle de marche à la guerre généralisée que le capitalisme essaie d'imposer.

En premier lieu et pour information sur le GIGC, il convient d'indiquer que dès sa constitution en 2013, nous avons basé toutes nos activités et orientations politiques sur l'actualité de l'alternative historique *révolution prolétarienne internationale ou guerre impérialiste généralisée*. Au point d'intituler notre revue d'intervention *Révolution ou guerre*.

L'internationalisme prolétarien et la marche actuelle à la guerre généralisée

L'éclatement de la guerre impérialiste en Ukraine fut la première expression que le capitalisme ne pouvant dépasser ses contradictions sur le plan économique s'engageait de manière décidée dans une marche vers la guerre impérialiste généralisée, une Troisième Guerre mondiale. En ce sens la guerre en Ukraine n'était pas une guerre impérialiste locale comme les précédentes. Elle marquait une rupture. La suite, son déroulement même et sa prolongation à ce jour, ses implications tant au niveau des alignements impérialistes des uns et des autres, de leur polarisation, que des politiques de réarmement généralisé et de production militaire, puis la guerre au Moyen-Orient, ont vérifié cette dynamique vers la guerre.

Celle-ci contraint toutes les bourgeoisies à redoubler leurs attaques spécifiques contre leur propre prolétariat. Dans des circonstances normales – c'est-à-dire en dehors des situations révolutionnaires ou pré-révolutionnaires – la lutte des classes, c'est-à-dire la lutte entre les classes, ne peut que redoubler et s'exacerber à l'initiative même de la bourgeoisie, non seulement du fait de la crise économique mais aussi, et de plus en plus, pour les besoins de la guerre. La guerre en Ukraine a de suite eu des conséquences pratiques immédiates sur le prolétariat mondial, l'inflation par exemple, et évidemment de manière plus dramatique encore sur les prolétaires d'Ukraine et de Russie. L'explosion des dépenses d'armement et le développement d'économies de guerre dans tous les pays ne peuvent qu'aggraver l'exploitation du travail par le capital et imposer au prolétariat encore plus de sacrifices. C'est

donc sur cette perspective de confrontations massives entre les classes provoquées par la bourgeoisie pour les besoins de sa marche à la guerre généralisée, que les révolutionnaires doivent baser aujourd'hui leurs orientations et interventions politiques. Et ce n'est que sur son propre terrain de classe que le prolétariat peut freiner, puis s'opposer, à la marche vers la guerre tout en dégageant la voie à la révolution prolétarienne et la destruction de tous les États capitalistes.

Nous sommes bien conscients des limites actuelles des luttes prolétariennes, malgré les mobilisations massives en Grande Bretagne et en France en 2022 et 2023, ou encore du renouveau de luttes ouvrières significatives aux États Unis, pour ne citer que quelques exemples significatifs. Mais les difficultés de mobilisation en masse du prolétariat ne doivent pas nous détourner du combat de classe, ni nous mener à rechercher des substituts ou des recettes remplaçant la lutte prolétarienne en masse par des actions minoritaires sur le mode anarchisant ou gauchiste, y compris sous le prétexte qu'elles pourraient servir d'exemple ou de « *réveil collectif* » pour reprendre une expression de l'Appel au congrès.

Or, c'est précisément ce qui semble se dégager du contenu politique de l'Appel. Du fait que la grande majorité des « participants » se revendique de l'anarchisme, il est peu probable que nous réussissions à convaincre l'ensemble du congrès de sa démarche a-classiste et non révolutionnaire et d'en adopter un autre.

Un congrès « anti-guerre » qui tourne le dos à l'internationalisme prolétarien

Le nom déjà pose un problème. La formule « congrès anti-guerre » est plus que confuse et laisse la porte grande ouverte à toute concession au pacifisme bourgeois et petit-bourgeois, y compris le plus radical. « Anti-guerre » n'ayant aucune référence ou signification de classe, il en résulte d'entrée que le congrès n'a pas pour critère de base une délimitation et une orientation spécifiquement de classe ou prolétarienne. Or seul le prolétariat, parce que classe exploitée et révolutionnaire à la fois, peut s'opposer à la guerre impérialiste. L'expérience des années 1917 et 1918, en Russie tout particulièrement, nous montre que le prolétariat révolutionnaire ne lutte pas contre la guerre en soi. Il n'est pas « anti-guerre » en soi. Il lutte contre les conséquences concrètes économiques et politiques que la guerre impérialiste ou la marche à la guerre impérialiste lui impose. Il s'agit donc d'une lutte contre la situation matérielle qui lui est faite et dont il prend plus

ou moins conscience selon les moments et les situations, et non d'une lutte pour une idée, ici celle de l'*anti-guerre*. « Anti-guerre » et « internationalisme prolétarien » ne sont pas synonymes. Ils s'opposent en termes de classe. C'est l'un ou l'autre.

Dans ces conditions, oubli du prolétariat et de la lutte des classes réelle, prétendre « *combiner prémisses théoriques et activités pratiques* » n'est au mieux qu'une phrase qui n'engage à rien, voire un bluff. En effet, comment combiner les *prémisses théoriques* de l'anarchisme propres à la majorité des groupes participants à celles des autres groupes révolutionnaires se revendiquant du matérialisme historique ?

Cette phraséologie a-classiste prônant la combinaison – le dépassement ? – entre *prémisses théoriques* anarchistes et marxistes trouve très vite sa traduction politique : il s'agit d'abord de « *préserver l'autonomie politique* » sans autre précision. Autonomie de qui ? De quoi ? Autonomie du prolétariat vis-à-vis de toutes les forces politiques bourgeoises, y compris ses plus radicales, syndicats et gauchistes, staliniens, trotskistes et... anarchistes inclus, du moins pour ces dernières la plupart de ses principales organisations ? Non, pas du tout. Il s'agit « *concrètement (...) de nous organiser en dehors des partis politiques* » sans autre mention ou référence à leur caractère de classe. Bref, il s'agit là de la position classique anarchiste qui ne peut mener qu'à la défaite pour le prolétariat et à la trahison de classe, en particulier des principes de l'insurrection ouvrière et de la destruction de l'État bourgeois d'une part et de l'internationalisme prolétarien de l'autre, comme l'a montré l'expérience espagnole de la CNT en 1936.

D'ores et déjà, nous constatons :

- que l'Appel ne se base aucunement sur la capacité du prolétariat à développer ses luttes contre les attaques, diverses et variées selon les pays, les situations locales et les moments, qui toutes s'inscrivent dans la marche à la guerre généralisée ;

- qu'il rejette, de fait, le rôle indispensable des minorités révolutionnaires – et pour nous du parti politique prolétarien, du parti communiste – pour fournir orientations et mots d'ordre d'action adaptés précisément aux situations et au rapports de force en mouvement entre les classes qui finira par décider dans quel sens est résolue l'alternative historique révolution ou guerre.

Cette capacité des minorités politiques révolutionnaires à matérialiser et exercer une direction politique d'avant-garde tout au long du combat prolétarien leur est permise, à condition qu'elles luttent pour celle-ci, par le lien permanent qu'elles établissent entre leur intervention dans les luttes des classes et les principes de l'insurrection ouvrière, de la destruction de l'État capitaliste et de l'exercice de la dictature du prolétariat –

autrement dit avec le programme communiste que ces minorités matérialisent et expriment le plus clairement. Tout comme dans la vague révolutionnaire de 1917-1918, ce n'est pas autour de la lutte anti-guerre, revenant à se situer sur le terrain du pacifisme quelle que soit la radicalité de la phrase et des « actions », que les révolutionnaires ont fini par se regrouper, y compris les militants anarchistes restés individuellement fidèles à l'internationalisme. Ce fut autour du mot d'ordre de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. En faisant leurs les mots d'ordre d'insurrection ouvrière et de dictature du prolétariat, y compris en rejoignant le parti communiste ou l'Internationale communiste défendant et matérialisant alors ces mots d'ordre, ils furent nombreux à rompre explicitement ou de fait avec l'anarchisme. Celui-ci, en tant que courant politique et autour de la figure de Kropotkine, avait trahi le principe de l'internationalisme prolétarien dès 1914, ce qui fit que la plupart des groupes anarchistes participèrent à la 2^e Guerre mondiale impérialiste.

Quelle direction prendre et que faire, interroge l'Appel. Son avant-dernier paragraphe évoque les *actions directes* en ne mentionnant que les *actions individuelles* qu'il s'agirait de coordonner « *pour opérer un changement qualitatif*. » Il ne s'agit pas de coordonner et d'additionner une succession d'actes individuels mais de participer et de s'inscrire dans la lutte collective du prolétariat face aux sacrifices de divers ordres que la bourgeoisie de chaque pays impose déjà et ne peut qu'accentuer sur celui-ci pour les besoins de la guerre.²⁰ La fin de l'appel lui-même exprime la confusion et l'impuissance politiques lorsqu'il appelle à « *un réveil collectif* » comme « *seule issue au cauchemar des guerres capitalistes et de la paix capitaliste* ». Et pour quoi faire ce réveil ? Pour « *visualiser et saboter toute la machine de guerre...* » Dans la mesure où l'Appel ignore toute référence à la lutte du prolétariat, *saboter toute la machine de guerre* est vidé de toute signification de classe si tant est qu'une telle formule qui est pour le moins confuse, puisse en avoir une ; ou encore qu'un tel mot d'ordre puisse avoir à un moment donné un quelconque sens. Or, la réalité du rapport des forces actuel entre les classes n'est pas celle d'une période « pré-révolutionnaire » où le prolétariat est mobilisé en masse et en permanence, au cours de laquelle il est suffisamment fort, comme en 1917 en Russie, pour « *saboter la guerre, empêcher l'envoi des prolétaires à l'abattoir, bloquer l'approvisionnement et le transport des armes, orga-*

²⁰ . Les organisations politiques révolutionnaires peuvent comprendre et même exprimer leur solidarité et fraternité face aux actes individuels contre la guerre, lorsqu'il sont l'expression de la révolte et aussi du désespoir d'individus. Mais, elles se doivent aussi d'en souligner l'impasse politique et personnel pour ces derniers et le danger politique qu'ils représentent en tournant le dos à la seule lutte qui puisse s'opposer à la marche à la guerre généralisée, c'est-à-dire à la lutte avant tout collective de classe du prolétariat.

niser les désertions, les mutineries et la fraternisation entre les prolétaires en uniforme des deux côtés du front, et (...) retourner les armes contre les organisateurs du massacre »²¹, dont le congrès veut parler. Dans une telle situation pré-révolutionnaire, l'insurrection révolutionnaire n'est plus qu'une question de moment et d'opportunité tactique. Dans la réalité du rapport de forces défavorable d'aujourd'hui, il n'en est rien et ne reste que la phrase radicale des *actions directes contre la guerre*. Il en résulte que l'Appel, s'il s'agit d'un appel « sincère », c'est-à-dire qui ne vise pas à ré-introduire sous une phrase « anti-guerre » une sorte de pacifisme radical d'ordre bourgeois (gauchiste), se termine sur un aveu d'impasse et d'impuissance du point de vue du prolétariat avant même que le congrès ne se soit tenu.

Nous sommes bien conscients que tout appel à conférence ou autre pour établir un espace politique prolétarien servant de référence et de regroupement, au sens large, pour l'ensemble du prolétariat face à la guerre impérialiste, ne peut trouver d'accord total d'entrée. Les groupes participants, communistes en particulier, peuvent être amenés à faire des « concessions ». Mais encore faut-il qu'elles ne soient pas sur les principes. Et que la conférence ou l'appel fait représente un pas en avant vers l'affirmation d'un pôle ou camp politique internationaliste. Les conférences internationalistes de Zimmerwald et Kienthal en 1915 et 1916 doivent être des références historiques pour nous. Le Manifeste de la première était critiqué par la Gauche de Zimmerwald qui n'avait pu imposer sa vision. Pour autant, elle signa le Manifeste car « *c'est un fait que ce dernier constitue un pas en avant vers la lutte effective contre l'opportunisme, vers la rupture et la scission avec lui. Ce serait du sectarisme que de renoncer à ce pas en avant...* » (Lénine, *Un premier pas*, 1915)

Nous ne pensons pas que l'Appel au congrès constitue un pas en avant dans la situation actuelle. Il ne peut au mieux qu'être source de confusion politique et d'aventurisme d'ordre gauchiste et activiste. Nous appelons les groupes politiques et individus désirant se situer sur le terrain réel de l'internationalisme prolétarien à rompre avec le contenu et l'esprit de l'Appel tout en proposant un autre qui se base sans aucune équivoque sur la lutte des classes. Nous savons que notre proposition ne peut déboucher que sur une délimitation très claire et une séparation avec sans doute la plupart des groupes anarchistes participants.

Pour notre part, et à ce jour, nous nous sommes joint à l'appel lancé dès le début de la guerre en Ukraine par la

Tendance communiste internationaliste à la formation de comité de lutte *No War But the Class War*.²² Ces comités auxquels la TCI avait établi 12 points ou critères de participation, se basent, comme leur nom l'indique, non pas sur une quelconque « lutte anti-guerre » mais sur l'opposition à la guerre impérialiste par la guerre de classe. Ce faisant et d'entrée, toute illusion pacifiste que la formule anti-guerre autorise, est clairement exclue. Cherchant à s'inscrire sur le terrain et le timing des affrontements de classe que la marche à la guerre impose et va imposer, ces comités se situent d'entrée comme des moments de mobilisation et d'extension des luttes ouvrières, c'est-à-dire sur le terrain concret, ou matériel, de l'antagonisme entre les classes tel qu'il se déroule selon les lieux et les moments. Le fait que l'initiative des *NWBCW* soit restée limitée à ce jour, en grande partie du fait des limites mêmes des mobilisations ouvrières, n'enlève rien à leur validité pour le combat de classe d'aujourd'hui et demain.

Bien évidemment, cette expérience n'est pas pour nous exclusive. Toute autre initiative, appel à une conférence ou autre, serait la bienvenue à condition qu'elle soit clairement sur le terrain de la lutte des classes et de l'internationalisme prolétarien. Ce n'est malheureusement pas le cas, loin s'en faut, de ce congrès. Son Appel se révèle être un compromis impossible entre l'anarchisme et des positions révolutionnaires. Et lorsque il est explicite sur les positions politiques et sur les orientations avancées, les positions et l'activisme anarchistes prévalent.

Il en résulte que le congrès anti-guerre se destine au mieux à l'impuissance politique, au pire à se situer sur le terrain du pacifisme radical et de l'activisme gauchiste. Sauf à rejeter le terrain de l'« anti-guerre » et s'inscrire sur celui de l'internationalisme prolétarien.

Salutations internationalistes, le GIGC, le 6 avril 2024
(www.igcl.org, intleftcom@gmail.com)

²¹ . Il s'agit là d'un deuxième texte aux formules moins anarchisantes, *Ensemble contre les guerres capitalistes et la paix capitaliste*, qui appelle à « *transformer la guerre impérialiste en une guerre révolutionnaire pour l'abolition de la société de classe du capital basée sur la misère* », mais qui reste fondamentalement sur le même terrain que l'Appel.

²² . Contre la guerre impérialiste, pour la guerre de classe - Appel internationaliste de la Tendance communiste internationaliste <http://www.igcl.org/Contre-la-guerre-imperialiste-pour>.

Contre l'individualisme et l'esprit de cercle « 2.0. » des années 2020

Une nouvelle génération de militants communistes tend à apparaître depuis quelques années. Ce phénomène est accéléré par l'angoisse et la conscience que le capitalisme non seulement ne peut pas résoudre ses contradictions économiques, mais surtout qu'il entraîne de ce fait même l'humanité dans l'abîme de la guerre impérialiste généralisée. Comment des individus « conscients » peuvent-ils s'opposer à cette issue dramatique sinon par l'engagement militant révolutionnaire et donc communiste ? Cette *génération*, catégorie toute relative que nous utilisons ici par facilité d'exposition, est appelée à constituer le parti mondial qui, armé du programme communiste et des mots d'ordre de l'insurrection et de la dictature du prolétariat, sera en mesure et aura pour tâche de « diriger » le prolétariat au milieu de l'ouragan et des différentes batailles de classes sociales qui viennent. Car, que personne n'en doute, la bourgeoisie est, et sera toujours plus, contrainte d'attaquer le prolétariat pour les besoins de la préparation et de la marche vers la guerre.

Les périodes durant lesquelles le prolétariat se mobilise en masse, en particulier les périodes révolutionnaires et même pré-révolutionnaires, modifient l'atmosphère sociale dans laquelle vivent et agissent le parti, à défaut les groupes communistes, et ses membres par rapport aux périodes qui ne connaissent que rarement des luttes massives. En l'absence de telles luttes ouvrières, les forces révolutionnaires et leurs membres, en tant que militants communistes, se retrouvent « socialement » plus ou moins isolés, parfois même à contrecourant des sentiments et opinions des prolétaires pris individuellement. Il en résulte, entre autres choses, que l'engagement individuel communiste – à distinguer du militantisme gauchiste²³ – est « socialement » marginal, y compris parmi les ouvriers et salariés exploités, et en grande partie ignoré et incompris, parfois même par les proches du militant communiste. Il peut en résulter que celui-ci éprouve une difficulté à lier au quotidien les dimensions militante et privée de sa vie individuelle.

Parmi les nouveaux et jeunes camarades, les questionnements sont nombreux sur le rapport vie militante et vie personnelle : peut-t-on s'engager dans le combat communiste organisé et entretenir des relations affectives avec des non militants, voire des personnes étrangères et insensibles au communisme et à l'engagement révolutionnaire ? Et si oui, dans quelle mesure ? Que leur dire et que partager avec eux ? Comment lier la réalisation des tâches militantes et la vie de famille ou/et professionnelle ? Une relation amoureuse, de

couple ? L'éducation et la garde des enfants par exemple ? ...

Un mode de vie individuelle « conforme » au combat pour le communisme

La compréhension du rapport parti-membre est une **question politique à part entière** sur laquelle le mouvement ouvrier s'est déjà penché et sur laquelle il a déjà défini des principes généraux. Ce n'est pas un hasard si, depuis la ligue des communistes, les questions de fonctionnement et de règles organisationnelles dictant les relations au sein de l'organisation politique sont des questions considérées elles-aussi comme programmatiques. À ce titre, les statuts de l'organisation communiste doivent être considérés comme partie intégrante de la plateforme politique de tout groupe communiste – du parti demain. Dès 1847, une des premières conditions pour adhérer à la Ligue des communistes était que le membre adopte « un mode de vie et une activité conformes à ce but »²⁴, c'est-à-dire à celui du communisme.

D'entrée, il en découle un certain nombre de règles. Pour fournir un exemple simple qui devrait être clair pour tous, un militant communiste ne peut pas être au service de la répression anti-prolétarienne de l'État capitaliste. Le membre d'une organisation communiste qui serait policier ou agent d'un service de renseignement étatique poserait un risque en terme de répression et d'infiltration pour le parti. Mais aussi, il ne pourrait que se retrouver en contradiction ouverte avec toute forme de conviction et d'engagement communistes du fait même de son quotidien, des activités pratiques que son « gagne-pain » implique. La situation ne serait pas tenable pour l'individu, dans le cas hautement improbable où il se penserait sincèrement communiste. Il en va de même pour d'autres activités tels le trafic de drogue, d'armes,²⁵ d'êtres humains, etc. La liste

²⁴ . <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/km18470001.htm>

²⁵ . Typique de *l'aventurier politique*, Parvus (1867-1924) fut un membre éminent de la Gauche de la sociale-démocratie au côté de Rosa Luxemburg et Trotski en particulier. Il joua un rôle éminent dans le débat sur la grève de masse et durant la révolution russe de 1905 avec Trotski lui-même. Les premiers indices d'un *mode de vie non conforme* apparurent lorsqu'il refusa de payer ce qu'il devait à Maxime Gorki et au parti social-démocrate suite à la « production » de la pièce *Les bas fonds*. « Doué » pour les affaires, il s'adonna « à la spéculation lors des guerres balkaniques et s'était enrichi au service des turcs » (Paul Frölich, Rosa Luxemburg), en particulier grâce au trafic d'armes. Tout ceci occasionna une mise à distance progressive de Parvus par les cercles révolutionnaires, en particulier la rupture personnelle avec Rosa Luxemburg. Probablement sincèrement révolutionnaire, il croyait pouvoir utiliser ses capacités personnelles d'homme d'affaire et son entree auprès des milieux d'affaires et de l'État au service de la révolution. Nul doute que ce type de personnage se croyant destiné à un rôle et destin historique réapparaît réguliè-

²³ . Nous n'avons pas la place ici d'exposer l'opposition de classe entre militantisme communiste et militantisme gauchiste et ses implications concrètes.

n'est pas exhaustive. Elle inclut la croyance religieuse qui ne peut qu'exprimer une incompréhension de principe de la théorie révolutionnaire du prolétariat, à savoir le matérialisme historique ou marxisme, ou encore l'appartenance à la franc-maçonnerie. De même, l'organisation communiste ne peut pas accepter dans ses rangs des militants qui afficheraient des opinions et des pratiques ouvertement racistes, xénophobes, sexistes, l'exercice de violence physique dans toute relation de couple, etc.

Plus complexes à trancher sont les cas où le membre s'est mis dans une situation d'impasse personnelle ce qui l'amène à avoir des activités douteuses et dangereuses pour essayer de « s'en sortir ». Par exemple, un membre qui a pu exercer comme gangster, ou se retrouve avec des dettes de jeu, ou a dû se prostituer, pour survivre ou non. Malheureusement, de telles situations se sont produites et sans doute se reproduiront-elles dans le futur. Ou bien, autre situation difficile à gérer pour le membre **et l'organisation**, le premier a dans son entourage proche, famille, amitié, travail, des individus appartenant à la police, à la pègre, ou encore des membres actifs – dirigeants en particulier – de partis politiques bourgeois. Dans quelle mesure le militant communiste peut réussir à ne pas évoquer, non pas ses « idées politiques », mais son engagement et son activité militante dans une organisation communiste reste un enjeu et une préoccupation permanente.

Lorsque de telles situations individuelles se produisent, l'organisation est contrainte d'y faire face et d'aider – et protéger – le membre à y répondre ou s'en sortir. Souvent, elle ne peut le faire qu'avec retard, car le membre hésite à se confier à l'organisation et qu'il espère toujours s'en sortir par un moyen ou un autre. Deux dangers se présentent alors pour le tout qu'est l'organisation : le premier étant que le membre se retrouve soumis au chantage, en particulier des forces répressives de l'État ; le second de fragiliser grandement, si ce n'est d'anéantir, sa conviction politique et militante. D'autant qu'il est possible, parfois, mais pas toujours, au collectif de l'organisation communiste, de prévenir et d'aider des membres à éviter de se retrouver dans de telles impasses personnelles, qui ne peuvent qu'être catastrophiques à la fois pour l'individu « personne privée » – voire ses proches – et pour le militant communiste. Voilà pourquoi toute adhésion et intégration à l'organisation communiste doit parcourir un processus systématique non seulement de clarification et de vérification politique de l'accord de l'aspirant

membre avec les positions programmatiques et les orientations générales de l'organisation, mais aussi de ce que signifie l'engagement militant, des règles et statuts d'organisation, et des conditions et du mode vie du camarade. Et cela à la fois pour la sécurité de l'organisme et le devenir du militant communiste au sein de celle-ci, de sa volonté militante et de ses convictions politiques.

Mais le principe guidant la résolution de ces cas exceptionnels et particuliers, parfois douloureux et graves, ne suffit pas à clarifier et exposer la relation entre les différentes dimensions de la vie individuelle du militant communiste. À partir de l'expérience du mouvement ouvrier, le marxisme a défini toute une série de règles sur le parti politique prolétarien qui ont valeur de principe. Rappelons pour le lecteur qui voudrait se réapproprier et vérifier la validité des principes communistes en la matière le fil continu des combats entre les forces que Lénine qualifiait de *pro-parti* et *d'anti-parti* tout au long de l'histoire du communisme. Il commence véritablement avec le combat de Marx et Engels au sein de la Ligue des communistes contre les sectes prolétariennes d'alors, et au sein de la 1^{er} Internationale, l'AIT, contre l'anarchisme. « *L'histoire de l'Internationale a été une lutte incessante du conseil général contre les sectes et les tentatives d'amateurs qui essayaient, à rebours du mouvement réel de la classe ouvrière de s'affirmer à l'intérieur de l'Internationale même.* »²⁶ Puis il se poursuit au sein de la 2^e Internationale au moins sur deux plans : celui du rapport du parti face à ses fractions parlementaires qui visent à l'autonomie et celui contre les cercles que Lénine mène dans le parti social-démocrate russe – sa brochure *Un pas en avant, deux pas en arrière* est un moment essentiel du combat historique pour le parti politique prolétarien. Il est suivi du combat commun du parti bolchevique et de ce qui était encore alors la fraction abstentionniste du parti socialiste d'Italie, la gauche dite « d'Italie », pour l'adoption et le respect des 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste. Enfin, il se poursuit avec le combat de cette gauche, avant d'être fraction du PC d'Italie, puis par après, au cours des années 1920 contre la bolchevisation d'ordre *zinoviéviste* qui ouvre la voie à la stalinisation des partis communistes d'alors.

Par la suite, les courants dits « bordiguiste » et « dame-niste »²⁷, bénéficiaient de la continuité organique direct avec le parti communiste d'Italie et sa fraction de gauche. Sans doute est-ce là la raison pour laquelle ils ne revinrent qu'en peu d'occasions sur ces questions.

rement dans les rangs révolutionnaires. Évidemment encore plus lors des périodes révolutionnaires... Quels que soient les services qu'ils croient pouvoir apporter au mouvement communiste, son financement en particulier, ces individus représentent un danger à combattre pour les organisations communistes.

²⁶ . K. Marx, Lettre à F. Bolte, 23 novembre 1871, Sur le Parti révolutionnaire, Éditions sociales, 2023.

²⁷ . Principalement, le Parti communiste international publiant *Programme communiste* et *Le Prolétaire* pour le bordiguisme et, pour le second, Il Partito comunista internazionalista qui publie *Battaglia comunista* et *Prometeo*, à l'origine de la Tendence communiste internationaliste.

Pour sa part, le Courant communiste international, directement issu de 1968 et influencé par l'individualisme propre à l'atmosphère estudiantine contestataire régnant alors fut contraint de mener plusieurs débats et combats internes sur la question organisationnelle, en particulier à l'occasion de ses crises organisationnelles successives. Il en résulte un certain nombre de textes que le lecteur peut trouver dans sa *Revue internationale*.²⁸

Avant d'aller plus avant sur notre sujet, les différentes dimensions de la vie du militant communiste, il convient donc de rappeler de manière très générale les grands principes qui définissent les rapports militants et dans quel cadre ou lutte historique ils doivent se déclinier.

Le prolétariat comme classe produit des organisations communistes, non des individus communistes

« En assignant au parti révolutionnaire sa place et son rôle dans la genèse d'une société nouvelle, la doctrine marxiste fournit la plus brillante des solutions au problème de la liberté et de la détermination dans l'activité humaine. Tant qu'on le posera à propos de l'« individu » abstrait, ce problème sera uniquement matière à élucubrations métaphysiques de la part des philosophes de la classe dominante et décadente. Le marxisme, lui, le pose à la lumière d'une conception scientifique et objective de la société et de l'histoire. L'idée que l'individu – et un individu – puisse agir sur le monde extérieur en le déformant et le modelant à son gré en vertu d'un pouvoir d'initiative qui lui viendrait de qualités de caractère divin est à mille lieues de notre conception; nous condamnons tout autant la conception volontariste du parti selon laquelle, s'étant forgé une profession de foi, un petit groupe d'hommes pourrait l'imposer au monde en la diffusant grâce à un effort gigantesque d'activité, de volonté et d'héroïsme. »²⁹

Historiquement, la classe prolétarienne « d'où surgit la conscience de la nécessité d'une révolution radicale, conscience qui est la conscience communiste »³⁰ ne produit pas des individus révolutionnaires, mais des organisations politiques auxquelles elle confie des militants qui y adhèrent et les composent. En ce sens, l'organisation,

le tout, permet au militant, à la condition qu'il s'intègre à l'activité révolutionnaire du corps collectif, de dépasser sa propre singularité. Ce faisant, le membre actif, dans l'action collective, devient un produit et une expression du tout, de l'organisation, et du combat permanent pour son unité tout comme toute autre partie de l'organisation, section locale, territoriale, organes centraux, etc. Il en résulte que le tout, le parti ou le groupe communiste, prévaut sur le militant individuel. Cette position a pour implication politique le fait que le parti ou l'organisation ne sont pas au service du militant, mais que le militant est au service du collectif. Par exemple, l'organisation politique prolétarienne n'a pas de conception scolaire éducative, ni de devoir particulier pour la formation et le développement théoriques individuels des membres. Par contre, elle a pour responsabilité de mener et de veiller à la réappropriation et à l'approfondissement théorique et politique du tout, pour son combat permanent pour la clarification théorico-politique et son unité politique.

Expression et matérialisation de la conscience communiste, les positions programmatiques de l'organisation communiste, du parti, ne sont pas l'addition des positions individuelles de chacun des membres, ni le produit de telle ou telle pensée d'un individu communiste ou d'une addition d'individus communistes, ni même d'une succession de penseurs communistes particulièrement brillants. Elles sont avant tout le produit historique de la lutte prolétarienne que les minorités communistes – expressions les plus hautes de la conscience de classe – rassemblent et synthétisent depuis le *Manifeste communiste*. Elles ont pour tâche de propager en retour cette conscience de classe dans les rangs ouvriers et d'assurer la direction politique du combat prolétarien. Cette vision ne signifie pas que le rôle du militant individuel se résume à la seule réappropriation – indispensable – des positions programmatiques³¹. Le membre se doit de participer à leur vérification et à leur développement collectifs. En ce sens, s'il peut et doit apporter une contribution individuelle qu'on ne saurait nier ou rejeter, elle ne peut se faire que dans le cadre du patrimoine historique et dans le cadre organisé et collectif de l'organisation communiste militante.

Sauf rares exceptions historiques correspondant à une période révolue du capitalisme, les énergies individuelles ne peuvent trouver leur champ d'action et leur rôle que dans le cadre formel du parti ou de l'organisation communiste, expression matérielle de ce tout. Il peut exister des individus aux positions révolutionnaires en marge des organisations politiques communistes. Ceux qui peuvent apparaître comme tels encore aujourd'hui, ont presque tous été membres de groupes

²⁸ . Quelques références : du PCI-Programme communiste, *Programme communiste* #86, Les bases du militantisme communiste; du CCI, *Revue internationale* #5, 29 et 33 (pour nous limiter): *Les statuts des organisations internationales du prolétariat*, Rapport sur la fonction de l'organisation, Rapport sur la structure et le fonctionnement de l'organisation. Les bulletins internes du CCI contiennent de nombreuses contributions sur le sujet. Il serait certainement utile de les rassembler et de les publier un jour. On peut trouver plusieurs contributions écrites par le membre du CCI Marc Chirik sur le rapport parti-militant dans *Marc Laverne et le CCI*, textes choisis et rassemblés par Pierre Hempel (en français seulement).

²⁹ . Thèses dites de « Lyon », présentées par la Gauche, la future fraction de gauche, au 3^e congrès du PC d'Italie, 1926

³⁰ . K. Marx, *L'idéologie allemande*, Éditions sociales.

³¹ . Réappropriation ne pouvant réellement se réaliser pour l'essentiel que dans un cadre organisé et collectif.

de la Gauche communiste ou autre, qu'ils ont fini par quitter pour une raison ou une autre. Les positions politiques qu'ils peuvent défendre sont elles-aussi le produit de l'expérience historique du prolétariat qu'ils ont pu acquérir par leur passage dans les organisations communistes ou par leur référence, directe ou indirecte, à celles-ci. Mais l'existence d'individus révolutionnaires non organisés ne peut qu'être temporaire et circonstancielle. Tôt ou tard, à un degré ou un autre, ces individualités sont contraintes de se rattacher et de se référer à un cadre programmatique et un courant communiste historique s'ils veulent pouvoir maintenir leur conviction communiste et un minimum de volonté militante. Dans le cas contraire, ils sont condamnés à la justification d'ordre individualiste de leur refus de participation à un collectif organisé et militant, puis soit à s'éloigner des positions révolutionnaires, soit à se démoraliser et, à terme, à disparaître comme militant effectif du prolétariat. *« On voit également, d'après ces discussions, combien Feuerbach s'abuse lorsque (...) il se proclame communiste et transforme ce nom en un prédicat de L'homme, croyant ainsi pouvoir retransformer en une simple catégorie le terme de communiste qui, dans le monde actuel, désigne l'adhérent d'un parti révolutionnaire déterminé. »*³²

Les positions d'aujourd'hui de la Gauche communiste sont le résultat de tout un travail accompli par des générations successives de révolutionnaires, ou plus exactement d'organisations, groupes et partis communistes. Or, en soi, il est inutile de « refaire un travail déjà accompli ». *« Ce serait une conception complètement erronée du Parti que d'exiger de chacun de ses adhérents considéré isolément une parfaite conscience critique et un total esprit de sacrifice. »*³³ D'où le travail de réappropriation qui diffère de la méthode de ceux qui veulent tout découvrir par eux-mêmes. Il est impossible aujourd'hui à des militants individuels de pouvoir « redécouvrir » et refaire par eux-mêmes l'ensemble du parcours théorique et politique accompli depuis *Le Manifeste*. La tâche est immense et une vie entière n'y suffirait pas. Voilà pourquoi, pour donner un exemple, il est vain pour le membre du parti de vouloir lire et relire tout *Le Capital* avant de pouvoir émettre une position politique sur telle ou telle question ayant un lien avec la critique marxiste de l'économie politique. Une telle méthode ne peut que mener à une réappropriation incomplète aux conséquences politiques erronées. Cela ne veut pas dire que nous n'invitons pas et n'encourageons pas fortement tous les camarades, et n'encouragerons pas tout aussi fortement les membres du parti demain, à lire et relire les textes classiques, théoriques et programmatiques, du mouvement ouvrier, à commencer par *Le Capital*. Mais la démarche d'ordre scolaire ou universitaire

consistant à dire qu'on ne peut pas prendre de position politique, voire même qu'on ne peut s'engager en tant que militant, tant que l'on a pas lu l'ensemble des textes de K. Marx ne peut mener qu'à une démarche individualiste universitaire et à l'impuissance et au renoncement militants. C'est dans la participation active à l'action révolutionnaire de l'organisation communiste comme un tout que le militant peut « se former » aux plans théorique et politique et acquérir de l'expérience militante.

La participation du membre à l'activité collective de parti

Ces considérations et règles générales sur le rapport parti-organisation communiste et membre-militant, en particulier la dimension collective et, en principe, « impersonnel » de l'engagement communiste a de multiples implications politiques quant à la question du parti et à son fonctionnement d'une part et au rapport des membres aux deux. Elle se base et se développe sur la critique de l'idéologie et la mystification bourgeoise de l'individu-roi, l'unité-individu, et rejette toute forme d'individualisme – et en passant de l'idéologie et de la mystification démocratiques.

*« Partir de l'unité-individu pour en tirer des déductions sociales et échafauder des plans de société, ou même pour nier la société, c'est partir d'un présupposé irréel qui, même dans ses formulations les plus modernes, n'est au fond qu'une reproduction modifiée des concepts de la révélation religieuse, de la création, et de la vie spirituelle indépendante des faits de la vie naturelle et organique. A chaque individu la divinité créatrice - ou une force unique régissant les destinées de l'univers - a donné cette investiture élémentaire qui en fait une molécule autonome, bien définie, douée de conscience, de volonté, de responsabilité, au sein de l'agrégat social, indépendamment des facteurs accidentels dérivant des influences physiques du milieu. Cette conception religieuse et idéaliste n'est modifiée qu'en apparence dans la doctrine du libéralisme démocratique ou de l'individualisme libertaire : l'âme en tant qu'étincelle de l'Être suprême, la souveraineté subjective de chaque électeur, ou l'autonomie illimitée du citoyen de la société sans lois sont autant de sophismes qui, aux yeux de la critique marxiste, pèchent par la même puérité, aussi résolument « matérialistes » qu'aient pu être les premiers libéraux bourgeois et les anarchistes. »*³⁴

Toute action ou lutte du prolétariat est par essence collective. *« En présence de la force du capital, la force individuelle humaine a disparu, dans une manufacture l'ouvrier n'est plus qu'un rouage de la machine. Pour que l'ouvrier put retrouver son individualité, il a dû s'unir, former des associations pour défendre son salaire, sa vie. »*³⁵ Et ce collectif, en action, en lutte, dépasse largement en une unité « supé-

³² . K. Marx, *L'idéologie allemande*, Op.cit.

³³ . Thèses sur la tactique du Parti communiste d'Italie (Thèses de Rome), 1922.

³⁴ . Parti communiste d'Italie, *Le principe démocratique*, 1922.

³⁵ . Adresse du Conseil général de l'AIT (la 1^{er} Internationale) aux membres et aux sociétés affiliés et à tous les travailleurs, 1867, in *Sur le Parti révolutionnaire*, Éditions sociales, 2023

rieure », de classe, la simple addition des individus prolétaires, la simple addition de leur pensée ou volonté individuelles. Toute grève ou lutte ouvrière signifie un dépassement des individus prolétaires dans l'action collective sans lequel la grève ou la lutte s'éteint. « *Le prolétaire n'est rien aussi longtemps qu'il reste un individu isolé. Toute sa force, toutes ses capacités de progrès, toutes ses espérances et ses aspirations, il les puise dans l'organisation, dans l'activité commune et méthodique aux côtés de ses camarades. Il se sent grand et fort lorsqu'il fait partie d'un grand organisme. Cet organisme est tout pour lui ; comparé à lui, l'individu isolé n'est que très peu de chose.* »³⁶

Il en va de même pour le parti et les organisations communistes qui représentent et vont bien au-delà des consciences et des volontés politiques et militantes de chacun des membres qui les composent, ne serait-ce que par la dimension historique et internationale, universelle, du programme communiste et des positions et orientations qui en découlent. « *L'intégration de toutes les poussées élémentaires dans une action unitaire se manifeste à travers deux facteurs principaux : l'un est la conscience critique dont le Parti tire son programme ; l'autre est la volonté qui s'exprime dans l'organisation disciplinée et centralisée du Parti, instrument de son action. Il serait faux de croire que cette conscience et cette volonté peuvent être obtenues et doivent être exigées de simples individus, car seule l'intégration des activités de nombreux individus dans un organisme collectif unitaire peuvent permettre de les réaliser.* »³⁷ Le militant individuel n'est donc que le porte-voix, ou la plume lorsqu'il écrit, de positions politiques produites, non pas par sa pensée propre, mais par toute l'histoire du prolétariat. Il doit rejeter toute conception faisant de son individualité militante un *tout individuel*. Et se considérer comme membre d'un *tout collectif*.

Que ces positions soient plus ou moins clairement exprimées et défendues, qu'elles soient plus ou moins justes, par le militant **mandaté** – directement ou non – pour l'intervention de l'organisation ne change rien à l'affaire. Lorsqu'il intervient dans une assemblée ouvrière ou une réunion politique, le militant – de préférence la délégation de militants – n'est que l'outil dont dispose l'organisation communiste pour mener une *intervention de parti*. Cela ne signifie pas qu'il n'est qu'un robot répétant des formules de parti. Mais ce n'est que dans la mesure où l'organisation politique a su définir, à partir de son cadre programmatique, des orientations justes et dans la mesure où l'individu militant a pu les faire siennes, y compris en participant et contribuant à leur définition et élaboration dans le cadre collectif,

³⁶ . Kautsky cité par Lénine dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*. Le fait que Kautsky ait trahi l'internationalisme prolétarien à partir de 1914, qu'il ait été l'acteur le plus éminent du centrisme au sein de la 2^e internationale au moins à partir des années 1910, avant la guerre, n'enlève rien à la valeur politique de classe de nombre de positions qu'il a prises et de textes qu'il a écrits.

³⁷ . Thèses de Rome, *op.cit.*

qu'il peut assumer au mieux l'intervention de parti.

Le parti n'attend pas de ses membres qu'ils aient tous la même capacité d'engagement, de « travail » ou de temps à dédier à l'organisation, ni qu'ils aient tous les mêmes qualités « politiques » et de formation. L'un aura des capacités de rédaction que l'autre n'aura pas. L'autre d'intervention orale dans une assemblée, ou une réunion publique. D'autres auront plus de capacités d'organisation, etc. Il n'y a pas et ne peut pas avoir d'égalité absolue entre les capacités et la participation effective des membres du parti, comme il ne peut y avoir d'égalité d'engagement dans une grève entre les différents prolétaires y participant. La conception de l'organisation communiste quant à la participation individuelle de ses membres aux tâches se base sur le principe « *de chacun selon ses capacités.* » La capacité de l'organisation en parti – c'est-à-dire fondée avant tout sur le programme communiste et les positions politiques qui en découle – à pouvoir utiliser les capacités individuelles lui permet précisément de dépasser la simple addition des capacités individuelles de ses membres et d'en faire une force historique. Loin de partir de l'*unité-individu*, le parti ou organisation communiste part de l'*unité-parti*, en passant par ses différentes parties, à savoir, sections locales en tant que cellules de base, organes centraux de tous niveaux et individus membres, pour arriver non pas à l'*unité-individu*, mais à l'*unité-parti*.

Contre le maintien de l'esprit et des méthodes de cercle

La lutte contre l'individualisme est donc un combat historique et permanent des communistes, en particulier au sein des organisations politiques prolétariennes. Tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, celui-ci s'est exprimé sous une forme ou une autre, en particulier à l'époque des sectes et des cercles. « *Le développement des sectes socialistes et celui du mouvement ouvrier réel sont toujours en rapport inverse. Tant que les sectes se justifient (historiquement), la classe ouvrière n'est pas encore assez mûre pour un mouvement historique autonome. Dès qu'elle atteint cette maturité, toutes les sectes sont réactionnaires par essence.* »³⁸ Le combat de Lénine lors du 2^e congrès du POSDR auquel sa brochure *Un pas en avant, deux pas en arrière* est dédiée avait pour objectif l'établissement d'un véritable parti qui, jusqu'alors était constitué par des cercles, c'est-à-dire des regroupements plus ou moins formels basés essentiellement, ou prioritairement, sur des liens personnels, voire d'amitiés. « *La controverse se ramène par conséquent au dilemme : l'esprit de cercle ou l'esprit de parti ?* »³⁹

Il est possible et utile, nous semble-t-il, d'établir un pa-

³⁸ . K. Marx, Lettre à F. Bolte, *op.cit.*

³⁹ . Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Début du congrès, l'incident du comité d'organisation.

rallèle entre la réalité du camp prolétarien d'aujourd'hui et la réalité des forces révolutionnaires qui tentaient alors de créer « *de véritables organismes officiels du Parti* ». Matériellement, numériquement, l'ensemble du camp prolétarien d'aujourd'hui, à commencer par ses principales organisations, regroupe une minorité infime de membres, dont les plus anciens se connaissent personnellement depuis des décennies et qui sont restés, et restent toujours, en très grande partie isolés de leur classe. Il reste en grande partie marqué par les conditions de son émergence dans l'après-1968 et au cours des années 1970, en particulier par les restes d'esprit de cercle qui perdurent encore aujourd'hui. Cette génération – ou ce qu'il en reste aujourd'hui – a pour tâche, avant de disparaître, de passer le relai à celle qui apparaît et qui tend à se regrouper. Or, cette dernière souffre encore plus des pratiques d'ordre individualiste propres à l'apparition des nouveaux media, Internet et les réseaux sociaux, et que l'idéologie bourgeoise reprend et propage pour renforcer l'atomisation sociale et l'individualisme en général. Comment ne pas reconnaître la réalité des regroupements, débats et cercles de discussion propre aux réseaux sociaux d'aujourd'hui dans les pratiques suivantes critiquées par Lénine en 1903 ?

« ... le Parti était formé de cercles isolés qui n'avaient entre eux aucune liaison organique. Passer d'un cercle à un autre dépendait uniquement du 'bon vouloir' de tel individu, qui n'avait par-devers lui aucune expression matérialisée de la volonté d'un tout. Les questions controversées, à l'intérieur des cercles [nous pouvons préciser pour aujourd'hui, sur les réseaux sociaux], n'étaient pas tranchées d'après des statuts, 'mais par la lutte et la menace de s'en aller'. »⁴⁰

Qui traîne ou a traîné sur les réseaux sociaux ne peut manquer de reconnaître la prédominance écrasante de la méthode et de l'esprit de cercle sur les réseaux. Aucun réel débat. Aucune controverse effective. Aucune confrontation ouverte et argumentée des positions divergentes. Celui qui affiche une position divergente se voit supprimé de la liste des abonnés sans autre appel. Des formules tout aussi radicales, voire grandiloquentes, mais vides de sens pratique, c'est-à-dire politique et de classe. Pire même, le formalisme d'organisation est détruit, pour peu qu'on cherche à l'imposer. Aucun statut. Aucun programme. Aucun rapport ou bilan des discussions. Aucune conclusion des débats par une prise de position collective au moyen d'une résolution d'organisation ou autre. Aucune centralisation politique effective des discussions et débats. L'individu est libre de penser et de dire ce qui lui passe par la tête. Il n'est responsable que devant lui-même ou son smartphone, au mieux devant son cercle, pardon son réseau. Au final, les critères de sélection ne sont

pas d'ordre politique mais personnels. L'opposition entre *esprit de cercle* et *esprit de parti* peut se résumer par *fidélité aux amis et copains* ou *fidélité aux positions et principes communistes* et donc à ses convictions politiques.⁴¹

En corollaire, la pratique des réunions par vidéo tend malheureusement à se substituer aux réunions physiques. Nous n'avons rien, bien au contraire, contre l'organisation de réunions vidéo entre camarades isolés, surtout au niveau international, qui ne peuvent pas se réunir sur le même lieu. Par contre, le fait que les militants tendent à ne plus faire l'effort, à considérer même comme superflu, de se déplacer et de participer à des réunions physiques, en présentiel comme disent les managers dans les entreprises, est une régression par rapport à un acquis et un principe d'organisation du mouvement ouvrier.⁴² Mais à quoi bon sortir de chez soi pour une réunion de section locale, prendre papier et stylo, voire micro ordinateur pour prendre des notes, faire l'effort du transport au lieu où elle se tient ? Alors que l'on peut en tenir une chez soi par vidéo avec son smartphone. Alors que l'on peut rester au chaud – ou au frais selon les saisons – chez soi après une journée de travail. Ou bien encore ne pas « sacrifier » une partie du week-end en famille ou avec des amis pour une réunion. Surtout si la vidéo réunion permet en même temps de s'occuper de la famille, de veiller les enfants, ou de surveiller la machine à laver le linge.

Ce faisant, la cellule de base de toute organisation communiste qui rythme la vie du militantisme communiste et la vie politique de l'organisme collectif, à savoir la section locale hebdomadaire, disparaît. Se dissout. Le moment privilégié qu'est la réunion locale, indispensable à la *vie politique* et à la circulation du sang dans l'organisme, n'est plus. Le moment privilégié pour chaque individu militant qu'est la réunion avec ses camarades et qui en fait un élément à part entière de l'organisation n'est plus. N'est plus ce moment durant lequel, contrairement aux autres moments de sa vie

⁴¹ . Bien évidemment, l'activité communiste et les divergences, voire séparations, politiques et organisationnelles, n'empêchent pas de maintenir des rapports d'amitié avec des anciens camarades. Relations politiques et relations personnelles sont à distinguer de la manière la plus claire possible, même si la réalité des combats politiques peut aussi affecter les relations personnelles. Mais cela est du ressort des militants en tant qu'individus, non de l'organisation...

⁴² . Nous savons, par exemple, que le CCI ne tient plus de réunions locales, même lorsqu'il a plusieurs membres dans la même ville. Il tient des réunions « transversales », « réunissant » des membres de différents endroits, donc isolés de leurs camarades avec qui ils sont censés intervenir en cas de luttes ouvrières ou autres, mais restant confortablement chez eux. Les critères pour dispatcher les membres dans telle ou telle réseau vidéo ne peuvent qu'être arbitraires et personnalisés. Un remake moderne de la bolchevisation zinovéviste des partis communistes au début des années 1920, qui avait substitué les réunions par section territoriale ou locale par la création des cellules d'entreprise et que la Gauche d'Italie avait dénoncé avec force.

⁴⁰ . *idem.*, La nouvelle Iskra, l'opportunisme en matière d'organisation.

personnel, travail, famille, etc., le militant peut se consacrer entièrement, sans réserve, sans entrave, sans dispersion, durant à peine quelques heures, à l'activité collective militante et donner le meilleur de lui pour l'organisation et le combat commun. N'est plus ce moment particulier où le militant communiste peut réaliser dans la pratique ce que signifie mettre *l'engagement communiste au centre de sa vie* – nous ne disons pas toute sa vie et tout son temps – et ainsi, outre faire vivre son organisation, renforcer, consolider et faire vivre ses convictions politique et militante.

Le danger de la pénétration de l'idéologie individualiste et démocratique propre à Internet menace au-delà des forces communistes. Les récentes grèves aux États-Unis, chez UPS, dans l'industrie automobile, la grève du secteur public au Québec, se sont terminés par des votes, pour ou contre les conventions signés par les syndicats, par internet. Une « assemblée » par vidéo conférence a rassemblé 4 000 travailleurs de l'éducation au Québec ! Chacun chez soi ! Outre la mainmise totale des syndicats organisateurs de la vidéo conférence permettant toutes les manœuvres au cas où le vote ne leur conviendrait pas, le fait de rester chez soi non seulement ne permet pas d'engager un véritable « débat » contradictoire sur la lutte elle-même, ici la valeur de l'accord salarial et sur la direction et les modalités de la grève elle-même, mais encore moins que les travailleurs puissent « sentir » la force et la vitalité de leur collectif, qu'ils puissent prendre conscience qu'unis dans la lutte, ils sont bien plus qu'une somme de votants pour ou contre.

L'informalisme et l'individualisme propres aux réseaux sociaux et aux smartphones viennent renforcer le danger des cercles et de **l'esprit de cercle**. Les concessions organisationnelles et militantes que les principales organisations communistes font par « habitude »⁴³, par facilité et immédiatisme⁴⁴ à l'informalisme et l'individualisme propres aux media Internet représentent un obstacle dans l'effort indispensable de réappropriation théorique, politique, organisationnelle et militante que la jeune génération se doit d'accomplir. Il en va de même, du moins en grande partie, de la génération précédente, celle qui doit passer le relai et qui, pour sa grande majorité, les a plus ou moins négligés ou laissés de côté. En particulier, les groupes de la Gauche communiste doivent se réapproprier et mettre en pratique les leçons tirées par le mouvement ouvrier pour

combattre le maintien de l'esprit de cercle dans les rangs du camp prolétarien et de ses organisations. Dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Lénine et la fraction bolchevique oppose la *méthode de parti* à celle propre à l'esprit de cercle.

« *Le lien, à l'intérieur des cercles ou entre eux, ne devait ni ne pouvait revêtir une forme précise, car il était fondé sur la camaraderie ou sur une 'confiance' incontrôlée et non motivée. La liaison du Parti ne peut et ne doit reposer ni sur l'une ni sur l'autre, mais sur des statuts formels, rédigés 'bureaucratiquement' (du point de vue de l'intellectuel indiscipliné), dont seule la strict observation nous prémunit contre le bon plaisir et les caprices des cercles, contre leurs disputailles appelées libre 'processus' de la lutte idéologique. (...) Quand j'étais uniquement membre d'un cercle (...) j'avais le droit, afin de justifier, par exemple, mon refus de travailler avec X, d'invoquer seulement ma défiance incontrôlée, non motivée. Devenu membre du Parti, je n'ai plus le droit d'invoquer uniquement une vague défiance, car ce serait ouvrir toute grande la porte à toutes les lubies et à toutes les extravagances des anciens cercles ; je suis obligé de motiver ma 'confiance' ou ma 'défiance' par un argument formel, c'est-à-dire de me référer à telle ou telle disposition formellement établie de notre programme, de notre tactique, de nos statuts.* »⁴⁵

Cette *méthode de parti* qui s'oppose à celle propre aux « anciens » cercles comme aux « cercles 2.0 » d'aujourd'hui, a pour nous valeur de principe. Le membre de l'organisation, comme tout autre partie de l'organisation, **y compris ses organes centraux**, n'est pas libre de « penser ce qu'il veut ». Le stalinisme, largement repris par toutes les formes de gauchisme, a complètement dénaturé le rapport du militant au parti. On ne saurait interdire, ne serait-ce que parce que vain, à l'individu d'avoir des pensées et des positions politiques et de croire qu'elles sont le produit de son cerveau. Par contre, le militant communiste est responsable et redevable devant son organisation comme celle-ci l'est vis-à-vis du prolétariat international. Il ne s'agit pas d'imposer par une discipline formelle, un décret ou un statut d'organisation, au militant de penser « comme il faut ». Encore moins d'imposer à un membre en désaccord avec la position du parti de défendre celle-ci « par discipline » comme la bolchevisation zinovéviste l'instaura au sein des partis de l'Internationale au début des années 1920 et que le stalinisme a développé jusqu'à la caricature – dramatique et sanglante – par la suite. Outre que la défense de la position sera moins efficace du point de vue du tout, de l'organisation politique, voire totalement contre-productive, si le militant mandaté pour intervenir ne la partage pas, défendre par discipline une position politique avec laquelle il est en désaccord ne peut mener qu'à l'affaiblissement et à la destruction finale de ses convictions politique et mili-

⁴³ . Les conditions qui prévalaient dans les années 1960-1970, la rupture organique avec les organisations du passé du fait de la contre-révolution, l'influence du conseilisme favorisée par l'opposition au stalinisme et l'ambiance estudiantine d'alors n'ont cessé de marquer de leur empreinte les organisations de la Gauche communiste renaissantes d'alors.

⁴⁴ . Nous ne sommes pas exempt de la difficulté. Cette pression « sociale » et surtout idéologique s'exerce aussi sur nous bien sûr.

⁴⁵ . Lénine, *op.cit.*

tante.⁴⁶

L'individu militant, donc membre de l'organisation, tout comme toute autre partie de celle-ci, y compris les organes centraux avons-nous dit, doit toujours se référer au programme, à la plateforme politique de l'organisation à laquelle il a adhéré, à ses positions et orientations adoptées lors de ses congrès ou autres réunions générales lorsqu'il émet des positions particulières ou divergentes. Il peut arriver qu'un militant, ou un groupe de militants, finisse par adopter une position particulière qui puisse, dans une plus ou moins grande mesure, remettre en question un point particulier ou un passage de la plateforme politique du groupe, ou encore une orientation ou position adoptée par l'organisation. Si l'organisation ne peut pas « interdire » l'existence de cette position au nom d'un respect – qui serait absolu et dogmatique – de la plateforme, elle se doit de souligner qu'elle est contraire à celle-ci et appeler le membre, ou le groupe de militants, la défendant à se référer au document historique qu'est la plateforme ou tout autre texte programmatique – quitte à la remettre en question, voire au final à quitter l'organisation s'il n'arrive pas à la convaincre de changer la plateforme.

Aujourd'hui, au moment même où une nouvelle génération de militants tend à surgir et à se regrouper autour de la Gauche communiste, et même à rejoindre les organisations la composant, la lutte contre le maintien de l'esprit et de la méthode de cercle et contre la résistance au passage à l'esprit et à la méthode de parti devient une priorité. Ou bien les groupes communistes d'aujourd'hui réussiront à dépasser leurs faiblesses historiques en la matière et à résister aux sirènes de l'imédiatisme et en particulier à celui lié à l'*esprit de cercle 2.0*, ou bien elles se laisseront entraîner dans la pente fatale et dissolvante de l'individualisme et de l'informalisme. Or, les tambours de la guerre généralisée battent de plus en plus fort et rapidement. Le temps commence à presser.

Le rapport vie militante-vie personnelle du membre de l'organisation communiste

Mais revenons à notre propos initial. Les difficultés que le militant communiste peut rencontrer dans son quotidien pour gérer ou mener de concert son engagement politique et les différents aspects de sa vie personnelle doivent être abordées à la fois :

- à partir des règles générales ou principes guidant le rapport du membre à l'organisation ;
- et dans le cadre du combat permanent contre l'individualisme et de l'esprit de cercle, tout particulièrement à l'heure d'Internet et des réseaux sociaux et de l'emprise toujours plus totalitaire du capitalisme d'État dans tous les domaines de la vie sociale.

L'organisation politique n'est pas au service du membre, nous l'avons dit. Elle n'a donc pas pour fonction et objet de solutionner les difficultés personnelles individuelles et quotidiennes auxquelles ses membres sont confrontés. Pour autant, elle est contrainte de prendre en compte la réalité effective de ses forces, de celles sur lesquelles elle peut compter pour la réalisation de telle ou telle tâche en telle ou telle occasion et moment. Elle ne peut donc pas nier, ni négliger, que les membres peuvent passer par des périodes et moments qui voient leur engagement et leur mobilisation militante devoir se conjuguer avec, voire être limités ou parfois « suspendus » du fait, de différentes difficultés de la vie personnelle du membre.

Il arrive donc fréquemment que les deux dimensions soient vécues et ressenties comme contradictoires par l'individu membre. Si l'on reste sur le plan de l'*unité-individu*, la tentation est grande d'éliminer un des deux termes de ce qui est vécu comme une contradiction personnelle. Sacrifier, ou du moins « négliger », la dimension vie personnelle pour la réalisation de la tâche militante et « résoudre » ainsi la contradiction. Ou bien sacrifier, du moins « négliger », la tâche militante pour préserver sa vie personnelle, familiale, affective ou autre. Les deux options ont en commun de **sembler** résoudre la difficulté par l'élimination d'un des deux termes de la contradiction au lieu de la dépasser. Elles ont pour conséquence, quand ce n'en est pas la cause, une incompréhension de la nature de l'engagement communiste individuel s'exprimant soit dans une sorte de militantisme *sacrificiel* ou *intégral* menant à une vision et pratique militantes *volontaristes* et *activistes*, soit *dilettante* menant à une vision et pratique militantes *fatalistes*.

« La conception marxiste du parti et de son action est donc tout aussi éloignée du fatalisme passif se contentant d'attendre l'avènement de phénomènes sur lesquels il se sent incapable d'influer directement, que de toute conception volontariste au sens individuel, pour qui les qualités de formation théorique, de force de volonté, d'esprit de sacrifice, en somme un type spécial de figure morale et un certain degré de « pureté » devraient être exigés indistinctement de tout militant du parti, ce qui réduirait celui-ci à une élite supérieure au reste des éléments sociaux composant la classe ouvrière, tandis que l'erreur du fatalisme passif conduirait, sinon à dénier toute fonction et toute utilité au parti, du moins à l'aligier tout bonnement sur la classe ouvrière entendue au sens économique, statistique. Nous insistons donc sur les conclu-

⁴⁶ . À condition qu'il en soit volontaire, ou du moins d'accord, un militant peut éventuellement « exposer » publiquement une position avec laquelle il est en désaccord, voire lire un texte la défendant, dans le cas où personne en accord n'ait disponible pour la défendre. Et cela en vue d'exposer les termes, voire les conditions, d'un débat et d'une clarification politiques. Mais, le parti ou l'organisation commettait une erreur en obligeant un membre à défendre une position qu'il ne partage pas.

sions déjà ébauchées dans la thèse précédente en condamnant au même titre la conception ouvriériste du parti, et celle du parti conçu comme une « élite » intellectuelle et morale : également éloignées du marxisme, ces deux conceptions sont destinées à se rencontrer sur la voie opportuniste. »⁴⁷

Le dilettantisme, le militantisme de dandy, fait de l'engagement militant une activité, un hobby, une occupation parmi d'autres de l'individu. Son engagement communiste n'est pas « au centre de sa vie ». Sa conviction politique et militante est sur le fond bien plus une posture révolutionnaire, qu'un véritable engagement de militant communiste dans le combat collectif de parti.⁴⁸ Ce faisant, réaliser telle ou telle tâche n'a que peu d'importance : pourquoi distribuer un tract que personne ne va lire, pourquoi organiser une réunion publique à laquelle peu vont venir, à quoi bon ?, sont ses arguments lorsqu'il n'est pas disposé à participer à l'intervention de parti. Combien de fois n'avons-nous pas entendu des fatalistes à quoi bon telle ou telle intervention, nous ne sommes rien, ou si peu...

Le militantisme que nous qualifions ici d'intégral est lui d'ordre sacrificiel. La priorité du militant est tout le temps et en permanence l'activité révolutionnaire, sa vie personnelle dût-elle en souffrir. Son engagement communiste n'est pas « au centre de sa vie », mais « toute sa vie ». Il a le mérite, en apparence seulement, d'afficher un engagement beaucoup plus déterminé. Qui s'apparente à de nombreuses formes de militantisme gauchiste, maoïste ou trotskiste en particulier. Bien souvent, il ne peut accepter que ses proches, compagne ou compagnon par exemple, ne soient pas eux aussi militant communiste. Le couple devient alors « militant ». L'éducation des enfants devient alors aussi une tâche militante. Le cercle des amis est réduit aux seuls militants. Bref, il tend à faire de sa vie quotidienne un catéchisme communiste et souvent aimerait que l'organisation soit un îlot de communisme, ce qui ne peut déboucher à terme que dans une vision et une pratique de secte. Mais tout comme le dilettante, sa vision part de l'individu et non de l'intérêt collectif de l'organisation prolétarienne. « Il apporte immédiatement la preuve de son 'cœur' religieux en partant au combat en tant que prêtre, au nom d'autres gens, des 'pauvres' en l'occurrence, en faisant clairement comprendre qu'il n'a pas besoin du communisme pour lui-même, mais qu'il part au combat par pur sacrifice magnanime, dévoué et dégoulinant au profit des 'pauvres, des malheureux, des réprouvés', qui ont besoin de lui. »⁴⁹ Il en résulte une vision et une pratique mili-

tantes qui, outre de conduire au sectarisme, tombent rapidement dans le volontarisme ou l'activisme.

Les deux travers, militantisme dilettante et intégral – ou « total » –, renvoient à une incompréhension d'ordre individualiste de ce qu'est et doit être l'engagement individuel du militant communiste. Outre les conséquences politiques quant à la pratique erronée de l'engagement militant et la conception du parti qui l'accompagne, ils expriment le poids de l'idéologie individualiste sur les forces révolutionnaires. Ce n'est qu'en partant de l'unité-parti, du collectif organisé et centralisé, que l'on peut dépasser la contradiction que l'individu militant peut ressentir. De manière immédiate en évaluant avec le membre, donc en gagnant aussi sa conviction politique, ce qui est prioritaire et ne l'est pas. Le parti ou groupe politique communiste ne peut intervenir partout et toujours, il doit choisir des priorités parmi les objectifs politiques. Parmi ceux-ci, et selon les moments, préserver et protéger le membre, ou les membres, d'une situation personnelle pouvant devenir impossible – une crise dans son couple par exemple – peut devenir un enjeu pour l'organisation. Le militant communiste que la classe a confié au parti est précieux pour les deux. De plus, l'engagement communiste individuel est l'engagement d'une vie, et non pas pour un moment particulier et limité. Ne pas « brûler » les militants, ni les épuiser – la situation se pose différemment pour l'organisation et le membre lui-même lors de mobilisations de masse, encore plus au cours de périodes révolutionnaires – doit aussi être une préoccupation de l'organisation communiste.

« Si l'organisation veille autant que possible au bon état de chacun de ses membres, c'est avant tout dans l'intérêt de l'organisation, pour que chacune de ses cellules puisse mieux accomplir sa part pour l'organisation. Cela ne veut pas dire que nous ignorons l'individualité du militant et ses problèmes, mais que le point de départ et le point d'arrivée est l'organisation pour lui permettre d'accomplir sa tâche dans la lutte de la classe, raison pour laquelle la classe l'a fait surgir. »⁵⁰

Il en résulte que l'organisation peut être amenée à décharger un camarade d'une tâche dont il a la charge afin qu'il privilégie en priorité, dans un moment particulier, la résolution ou la prévention de difficultés personnelles – par exemple de veiller à l'harmonie de son couple pour reprendre le cas mentionné précédemment. Il ne s'agit pas dans ce cas pour l'organisation de se mêler, encore moins de résoudre, la situation personnelle du membre, mais d'assurer à la fois le fonctionnement le plus efficace possible de l'organisation et la protection du militant dont la situation devient difficile, au risque d'affaiblir sa capacité militante et ses

⁴⁷ . Thèses de Lyon, op.cit.

⁴⁸ . Souvent, pas toujours, le dilettantisme militant est porté par les militants que nous qualifierons d'aventuriers et qui se voient ou se verraient bien un destin de personnage historique – en particulier lorsque l'histoire semble « porteuse » et le communisme devient « à la mode » dans certains milieux.

⁴⁹ . K. Marx, Circulaire contre Kriege de mai 1846, in Sur le Parti révolutionnaire, Éditions sociales, 2023.

⁵⁰ . Extrait d'une intervention de Marc Chirik dans la section de Paris du CCI en novembre 1980, cf. Marc Laverne et le Courant Communiste International, recueil de textes choisis par Pierre Hempel.

convictions politiques.

L'organisation doit aussi convaincre ses membres qu'il convient de prévenir les très proches, compagne-compagnon, enfant en âge de comprendre, parfois parents et amis intimes, de leur engagement militant. Il ne s'agit pas de les faire participer à la vie interne de l'organisation, ni même de les en informer, au risque de mélanger les relations affectives et familiales avec les relations politiques. La distinction militant-non militant est importante à respecter et afficher. Mais il s'agit plutôt de préparer et protéger les proches à tout aléa de la vie du militant révolutionnaire. Par exemple, en cas de répression, la famille et les proches sont directement affectés avec plus ou moins d'intensité et de conséquences pratiques. Mais plus largement, il importe que ceux avec qui le membre du parti partage sa vie quotidienne soient informés de l'engagement militant afin de gérer au mieux les implications pratiques sur le quotidien de la famille.⁵¹

Ces quelques exemples et situations ne recouvrent qu'une petite partie des différentes difficultés et situations auxquelles le militant peut se retrouver confronté et dont l'organisation doit tenir compte **en premier lieu** pour l'accomplissement de ses tâches immédiates et de long terme ; **en second lieu**, pour la défense et la protection du militant qui n'est pas un super-homme. Au quotidien, il est un être social atomisé comme les autres qui se retrouve confronté aux mêmes difficultés personnelles que les autres. Si l'organisation ne peut pas l'aider à résoudre ses problèmes, elle peut servir à l'aider à affronter et dépasser certaines difficultés de la vie quotidienne, affectives, familiales, dépressions ou encore fatigue...

Nous en terminons là de ces réflexions. Nous sommes conscients que nous sommes loin d'avoir abordé tous les questionnements que les militants les plus jeunes et les moins expérimentés peuvent avoir sur l'engagement communiste. D'autant que les situations personnelles et les cas pratiques sont innombrables et souvent en soi unique et particulier. De même que le parti ou l'organisation communiste ne peuvent pas résoudre les difficultés personnelles de leurs membres, ces considérations générales et largement incomplètes ne peuvent servir de recette pour que l'organisation et le membre fassent face aux difficultés quotidiennes d'ordre personnel que celui-ci peut rencontrer. Par contre, nous pensons contribuer ainsi à fournir l'approche et la méthode à utiliser pour les traiter et pouvoir les dépasser.

Avant tout, il s'agit de combattre l'idéologie individualiste et politique et l'esprit de cercle en général, et celui

« 2.0 » prévalant aujourd'hui. L'approche tout comme la finalité ne peuvent qu'être le *tout collectif*, soit l'*unité-parti*. Et non pas l'*unité-individu*. L'enjeu en est simple : l'homogénéité et unité politiques du parti de demain, celui-là même qui sera appelé à diriger la lutte révolutionnaire du prolétariat face à la marche à la guerre généralisée dans laquelle le capital a nous entraînée.

RL, Février 2024

Brochures (commande à intleftcom@gmail)



Plateforme du GIGC (2021)

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)

La question de la guerre, 1935 (Fraction interne du CCI)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes – Klasbatalo)

La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)

Groupe des Travailleurs Marxistes, Mexique, 1938 (Fraction interne du CCI)

Les syndicats contre la classe ouvrière, 1976 (fac-similé de la brochure du CCI).

⁵¹ . Il est arrivé, cas caricatural, qu'un militant de la catégorie « intégrale » se refusait à informer ses proches de son engagement militant. Au bout d'un moment, sa compagne a cru qu'il avait une relation amoureuse à qui il rendait visite une fois par semaine alors qu'il allait à la réunion hebdomadaire !

Histoire du mouvement ouvrier

La tactique du Comintern de 1926 à 1940 (Partie 3, chap. 4)

Nous continuons la traduction et la publication du texte de Vercesi retraçant la dégénérescence de l'Internationalisme communiste. Les deux premières parties, comprenant les trois premiers chapitres de la contribution originale, avaient retracé les épisodes du comité anglo-russe lors de la grande grève de 1926 en Grande-Bretagne, puis la crise au sein du parti russe et de l'Internationale menant à la victoire du stalinisme, enfin la défaite sanglante des insurrections ouvrières en Chine en 1927. Après celle-ci, s'ouvre la « 3^e période » comme l'appelle l'Internationale dégénérée elle-même, est le sujet de cette troisième partie de notre republication. Elle commence avant l'éclatement de la crise économique de 1929 et se conclut par la venue au pouvoir des nazis en Allemagne. Outre de retracer le processus de dégénérescence, la contribution de Vercesi rappelle aussi les différentes positions que la Gauche d'Italie, malheureusement seule, opposait à chaque étape de ce processus. Nul fatalisme dans la conception de la Gauche d'Italie d'alors, dans sa conception du « cours historique ». Bien au contraire, ses positions, orientations et mot d'ordre auraient pu permettre d'établir des lignes de défense derrière lesquelles le prolétariat, du moins certaines de ses fractions, auraient pu se regrouper autour de la défense de ses conditions de vie. Ainsi, par l'affirmation de son unité de classe, il aurait pu limiter l'ampleur de la contre-révolution, à commencer par l'Allemagne, au lieu de dissoudre ses forces dans la lutte « contre le social-fascisme », puis contre le « fascisme ». Le cours vers la guerre impérialiste, aussi prégnant était-il, n'était pas inéluctable.

La tactique de l'offensive et du social-fascisme (1929-1934)

C'est au sein des partis socialistes de la II^e Internationale, tant avant 1914 qu'ensuite, dans l'immédiat après-guerre, entre 1919 et 1921, que se sont formés les partis communistes dans tous les pays. On vit alors la droite réformiste et la gauche révolutionnaire prendre des positions complètement opposées l'une par rapport à l'autre, la première adoptant une position d'unité et la seconde de scission. En Italie, c'est la fraction abstentionniste qui – en stricte conformité avec les décisions du deuxième congrès de l'Internationale communiste en septembre 1920 – prit l'initiative de scinder le « vieux et glorieux Parti socialiste ». Alors que tous les courants de ce parti, la droite réformiste et la gauche maximaliste, y compris Gramsci et l'*Ordine Nuovo*, étaient favorables à l'unité « de Turati à Bordiga ».

L'Internationale communiste – sous la direction de Lénine – suivait correctement la méthode de Marx pour construire l'organe fondamental de la classe prolétarienne : le parti de classe. Celui-ci ne peut naître que sur la base de la définition rigoureuse d'un programme théorique et d'une action politique correspondante qui trouve dans l'organisation du parti, limitée exclusivement à ceux qui adhèrent à ce programme et à cette action, l'instrument capable de provoquer le changement de situation que le degré de maturité révolutionnaire peut permettre. Que la droite et le reste des courants politiques intermédiaires soient pour l'unité ne devrait pas nous surprendre, puisqu'ils agissent en fin de compte dans le sens de la préservation du monde bourgeois. Au contraire, la Gauche marxiste ne peut aspirer au bouleversement de ce monde bourgeois qu'à condition d'en réaliser les prémisses sur le terrain idéologique, théorique et organisationnel au moyen de cette

scission décisive qui détermine l'autonomie historique de la classe prolétarienne.

Au sein de la Troisième Internationale, le processus se manifeste différemment. L'influence, dans un premier temps, puis la capture de cette organisation par le capitalisme s'accomplit par l'expulsion de tout courant qui ne se soumet pas aux décisions contre-révolutionnaires du centre dirigeant. Le fait qui détermine cette modification est la présence de l'État prolétarien qui – dans la phase historique actuelle du totalitarisme d'État – ne peut tolérer aucune entrave, aucun obstacle, aucune opposition. S'il est vrai que l'État démocratique bourgeois peut encore tolérer ces discussions ou oppositions, celles-ci, se situant à la périphérie de son activité, ne pourront jamais perturber l'évolution déterminée par le processus de développement du monopole financier. D'autre part, tant en ce qui concerne l'État prolétarien en dégénérescence que l'État bourgeois de type fasciste (résultant du stade le plus avancé de la lutte entre les classes par rapport à l'État démocratique), la dictature du centre dirigeant se réalise par l'exclusion de toute possibilité de tendances d'opposition, y compris celles agissant même dans un domaine périphérique.

Il est bien connu qu'à l'époque de Lénine, le Parti russe connaissait d'intenses discussions dans ses rangs et que, jusqu'en 1920, il pouvait même y avoir des fractions organisées en son sein. Mais c'était l'époque où l'on cherchait laborieusement à adapter la politique de l'État prolétarien aux besoins de la révolution mondiale. Puis le problème s'est inversé et il s'est agi d'adapter la politique du Parti à celle de l'État, qui obéissait de plus en plus aux nécessités contingentes, changeantes et contradictoires de son alignement sur le

cycle général de l'évolution historique du régime capitaliste international dans lequel il était sur le point d'être incorporé.

Le centre dirigeant doit avoir le contrôle absolu et monopolistique de tous les organes de l'État ; cela commence par les expulsions du parti et se terminera par l'exécution sommaire non seulement de ceux qui s'opposent fermement au cours établi de la contre-révolution, mais même de ceux qui tentent de sauver leur vie en abjurant leur opposition antérieure. Malgré les capitulations, les différentes oppositions au sein du Parti russe sont anéanties par la violence et la terreur. Trotsky, pour sa part, reste ferme dans son opposition intransigeante à Staline, mais, retraçant le cours de la révolution russe sur le modèle de la révolution française, il considère que le renversement de la fonction de l'État russe de révolutionnaire à contre-révolutionnaire ne pourra se réaliser qu'avec l'apparition du Bonaparte russe. Jusqu'à cette apparition, comme il y a l'impossibilité de l'industrialisation intensive de la Russie et l'inévitabilité de l'attaque militaire du reste du monde capitaliste contre la Russie, les conditions existent pour « redresser » l'Internationale à la fois de l'intérieur et, lorsque cela s'avère impossible en raison du régime de purge au sein de l'Internationale, également par le biais de la gauche socialiste.

La Gauche italienne, en revanche, en relation étroite avec les positions de Marx, Lénine et de la méthode indiquée suite à la fondation du Parti à Livourne, n'est jamais entrée dans la voie de la capitulation de Zinoviev ni dans celle du redressement de Trotsky. De l'opposition programmatique dans le domaine politique elle fit découler la méthode de fraction conséquente, en posant constamment le problème du remplacement du corps politique contre-révolutionnaire par celui qui restait dans l'orientation opposée de la révolution mondiale.

En un mot, les partis socialistes de la Deuxième Internationale ont été progressivement corrompus par la force d'inertie des forces historiques de préservation de la bourgeoisie qui ont tenté d'attirer dans leur cercle la tendance marxiste et prolétarienne en la maintenant enchaînée au sein d'un "Parti unifié". Dans les partis communistes, en revanche, du fait de l'existence de l'État « prolétarien », la contamination bourgeoise ne pouvait se faire que par l'élimination disciplinaire d'abord, et violente ensuite, de toute tendance qui ne se conformait pas aux besoins changeants de l'évolution contre-révolutionnaire de cet État : aussi bien les tendances de gauche que celles de droite ; après le procès de Zinoviev viendra aussi celui des droitistes Rikov et Boukharine.

Sur le plan politique, donc, le processus de développement de la droite réformiste suit une concaténation logique qui permet de retrouver dans l'assaut théorique

de Bernstein et du révisionnisme de la fin du siècle dernier les prémisses de la trahison de 1914 et de Noske en 1919. Pour le cours de dégénérescence de l'Internationale communiste on verra au contraire se succéder des positions politiques en violente opposition les unes aux autres. Trotsky voit, à l'aube de la « troisième période » dont nous nous occupons particulièrement dans ce chapitre (au moment du Sixième Congrès en 1928), une orientation de gauche susceptible d'évoluer vers un « redressement » de l'Internationale. Notre courant, par contre, y voit un moment du processus de développement qui devait conduire les partis communistes à devenir des instruments essentiels du capitalisme mondial. Ce processus était destiné à atteindre son apogée s'il n'était pas brisé par la victoire des fractions de la gauche marxiste au sein des partis communistes.

De plus, notre courant ne concluait pas que, de l'écart toujours plus grand entre la politique dégénérescente de l'Internationale et le programme et les intérêts du prolétariat, il fallait former de nouveaux partis. Le fait que cet écart se creuse alors que le processus historique ne conduisait pas à une réaffirmation opposée de la classe prolétarienne, nous incitait à ne pas nous jeter dans des aventures du type de celle proposée par Trotsky, qui allait jusqu'à prôner, après la prise du pouvoir par Hitler en janvier 1933, l'entrisme dans l'opposition des partis socialistes. Notre fraction a continué à préparer les conditions du redressement du prolétariat par une compréhension réelle de l'évolution du monde capitaliste, dans l'orbite duquel la Russie soviétique était également entrée.

Nous avons déjà vu, dans le chapitre consacré aux événements chinois de 1926-27, que la caractéristique de la tactique de l'Internationale est donnée non seulement par des positions opportunistes, mais par des positions violemment opposées aux intérêts immédiats et finaux du prolétariat. L'Internationale ne peut rester à mi-chemin, elle doit aller jusqu'au bout : les nécessités de l'évolution contre-révolutionnaire de l'État, en son propre sein, l'exigent. Après le triomphe de la théorie du « socialisme dans un seul pays », après avoir rompu avec les intérêts du prolétariat mondial, elle ne pouvait pas simplement rester suspendue en l'air. Elle devait aller directement et violemment du côté opposé de la préservation du monde capitaliste.

Lorsque des possibilités révolutionnaires existaient en Chine, jusqu'en mars 1927, on préconisait la politique et la tactique de la discipline du prolétariat envers la bourgeoisie. Lorsque ces possibilités n'existaient plus, on s'orienta vers l'insurrection de Canton de décembre 1927, poussant ainsi à son terme le cours politique qui devait conduire à l'écrasement du prolétariat chinois.

En 1928, mûrit la formidable crise économique qui devait éclater l'année suivante en Amérique et s'étendre ensuite à tous les pays. La tactique de l'Internationale

reste encore, en 1928, imprégnée des critères suivis en Angleterre avec le Comité anglo-russe et en Chine avec le bloc des quatre classes.

L'« insurrection » de Canton n'est qu'un épisode qui, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, fut même critiqué – bien qu'à voix basse – lors de l'Exécutif élargi de février 1928. Cependant, les événements montreront qu'il ne s'agissait nullement d'un épisode fortuit, mais d'un prodrome qui caractérisait bien la tactique de la « troisième période », qui ne se mettra en place que l'année suivante. Pendant ce temps, en France, la tactique de la « discipline républicaine » (dite « tactique de Clichy ») était appliquée, ce qui permit aux communistes d'assurer l'élection de sénateurs socialistes et radical-socialistes contre la droite de Poincaré et Tardieu ; en Allemagne, la politique du référendum « populaire » contre l'indemnisation des familles princières⁵² ; tandis que le Parti italien – en corrélation avec la politique suivie dans la première période de l'Aventin en juin-novembre 1924⁵³ – lançait la directive des « comités antifascistes » (un bloc qui induit l'adhésion des socialistes, des réformistes et de tous les opposants au fascisme). D'ailleurs, dans une lettre adressée à notre courant et publiée dans *Prometeo* (édition étrangère) n° 4 du 1er août 1928, le C.C. du Parti écrivait : « nous devons aussi **prendre la direction** (souligné dans l'original) *de la lutte pour la république, mais en donnant à cette lutte, tout de suite, un contenu de classe. Oui, il faut le dire, nous aussi nous sommes pour la république garantie par une assemblée d'ouvriers et de paysans.* » La république italienne est arrivée. Et, comme nous le voyons tous, elle est « garantie » par l'assemblée des ouvriers et des paysans qui, dans le quartier de Montecitorio, veillent avec anxiété au succès de la reconstruction de la société capitaliste après les bouleversements provoqués par la guerre et la défaite militaire.

En 1928, l'Internationale reste donc dans le cadre de la tactique de 1926 et 1927 et agit comme l'aile gauche des formations politiques de la démocratie bourgeoise. Ensuite, elle effectue un changement radical.

Commençons par examiner l'aspect théorique de la nouvelle tactique qui, progressivement, sera décidée par le 9e Exécutif élargi (mars 1928), le 6e Congrès mondial de l'Internationale et le 4e Congrès simultané de l'Internationale syndicale rouge à l'été 1928, le 10e Exécutif élargi en juillet 1929 et enfin le 11e Exécutif élargi en 1931.

Dans la « Résolution sur le rôle du Parti communiste

⁵² . Ayant perdu leur biens après l'abdication de l'empereur Guillaume et la révolution allemande de 1918, les grandes familles princières furent indemnisées malgré un référendum « populaire » soutenu par le KPD en 1926. [note du GIGC].

⁵³ . La « Sécession de l'Aventin » « est un acte de protestation des membres du parlement italien contre la naissance du régime fasciste à la suite de l'assassinat du député Giacomo Matteotti. » (wikipedia) auquel se joint le PC dirigé par Gramsci contre la position de la Gauche du parti et Bordiga [note du GIGC].

dans la Révolution prolétarienne », le Deuxième Congrès de l'Internationale avait averti : « *Les notions de parti et de classe doivent être distinguées avec le plus grand soin.* » La « tactique de la troisième période », après avoir complètement dénaturé les critères de délimitation des classes, va jusqu'à l'identification démagogique de la classe dans le Parti.

Dans le domaine économique et social, le marxisme délimite la classe sur la base du régime capitaliste du salariat et considère que ceux qui vivent de leur salaire en font partie.

La transformation est désormais radicale : ceux qui composent majoritairement la classe sont les travailleurs touchés par la crise économique violente, c'est-à-dire les chômeurs auxquels s'adresse également la démagogie nazie. Le Parti ne met donc pas en place un plan de mobilisation totale du prolétariat, mais limite son action à la mobilisation des chômeurs. En conséquence, les inorganisés sont considérés comme plus conscients que les travailleurs des syndicats, et l'« Opposition syndicale révolutionnaire » est fondée, tandis que tout le travail dans les syndicats dirigés par les « social-fascistes » est négligé. Le prolétariat est ainsi divisé en deux : la partie contrôlée par le Parti, qui constitue alors l'avant-garde, est séparée du reste de la classe ouvrière et lancée dans des actions offensives, qui devaient offrir les meilleures conditions pour le succès de la répression capitaliste.

Sur le plan plus politique, la nouvelle tactique ne vise pas à frapper la classe capitaliste dans son ensemble, mais à isoler une de ses forces, la social-démocratie, qui sera qualifiée de « social-fasciste ». L'Allemagne est alors le pivot de l'évolution du capitalisme mondial et où l'on y prépare la liquidation du personnel démocratique pour le remplacer par celui du nazisme, tandis que se produit le changement correspondant dans la structure de l'État capitaliste. Le Comintern, au lieu de mettre en avant l'action de classe du prolétariat contre le capitalisme, appelle les masses à combattre le « social-fascisme » de façon isolée comme ennemi numéro un, ce qui signifie transformer le parti communiste en un auxiliaire de l'attaque d'Hitler. Et lorsque celui-ci prend l'initiative d'un référendum « populaire » pour renverser le gouvernement social-démocrate en Prusse, le Parti tend de fait au même objectif car il ne fait pas de son intervention à l'occasion du référendum un moment de l'action générale contre la classe capitaliste, mais reste dans le cadre de la lutte contre le « social-fascisme ».

Sur un plan politique plus général, la politique du Parti se résume à la formule « classe contre classe ». La classe prolétarienne est désormais constituée par le Parti dont émanent toutes les formations annexes (opposition syndicale révolutionnaire, Ligue anti-impérialiste, Amis de l'U.R.S.S. et bien d'autres organismes collatéraux) :

tout ce qui est en dehors du Parti et de ses annexes (et n'oublions pas que tous les courants marxistes ont été expulsés du Comintern), est la classe bourgeoise ou, plus précisément, le « social-fascisme ». Les organisations de masse ne dérivent plus des fondements de l'économie capitaliste, mais résultent de l'initiative du Parti, tandis que les fractions syndicales sont pratiquement éliminées et n'ont plus de raison d'être puisque les syndicats – agissant en dehors de l'orbite du Parti – sont des organisations « social-fascistes ».

Ce fut cette époque qu'apparut la grande divinité de la « ligne politique du parti ». Que de chemin parcouru depuis l'époque de Lénine, où les positions tactiques du Parti étaient soumises à l'épreuve des faits et où l'on cherchait fiévreusement à en déterminer le bien-fondé ! Désormais, la « ligne politique » était consacrée comme une institution divine et il devenait criminel non seulement de contester son infaillibilité, mais aussi de ne pas en comprendre le sens caché. C'était absolument impossible, puisque la « ligne politique » du Parti n'obéissait qu'aux nécessités déclarées de l'adaptation de l'État russe à son nouveau rôle d'instrument de la contre-révolution mondiale, et que seul le centre de direction à la tête de cet État pouvait en refléter les vicissitudes. Il en résulta la répétition des virages brusques qui laissaient régulièrement sur le carreau les dirigeants du parti qui, n'ayant pas complètement abandonné la faculté de raisonner et de réfléchir, montraient qu'ils n'étaient pas de « vrais » bolcheviks parce qu'ils n'allaient pas jusqu'à défendre avec la même chaleur le contraire de ce qu'ils disaient la veille. On pourrait considérer, sur la base d'une analyse superficielle, que les succès obtenus dans le domaine de l'industrialisation en Russie, le renforcement économique et donc militaire de l'État russe et le déclenchement simultané de l'offensive « révolutionnaire » dans les autres pays auraient dû provoquer une violente riposte du capitalisme contre l'État russe. Non seulement cela ne s'est pas produit, mais peu après la victoire d'Hitler en Allemagne, les États-Unis reconnurent officiellement la Russie, qui – selon les propres déclarations de la direction du Comintern – avait ainsi remporté une victoire diplomatique très importante, tandis que les portes de la Société des Nations – que Lénine décrivit avec justesse comme « la société des bandits » – s'ouvrait à l'intégration de la Russie des Soviets. C'était l'épilogue logique du cours suivi par la politique du Comintern.

En fait, il y eut une concomitance très étroite entre les succès des plans quinquennaux (qui furent aussi rendus possibles par l'aide du capitalisme, l'importation des matières premières en Russie contre des exportations de céréales, alors que les rations de pain étaient absolument insuffisantes) et la politique de l'offensive « révolutionnaire ». En Russie, les « victoires colossales du

socialisme » ont été en réalité le résultat de l'intensification de l'exploitation du prolétariat, et dans les autres pays, la classe prolétarienne se retrouva – grâce à la tactique de la « troisième période » – dans l'impossibilité de réagir à l'offensive capitaliste. Et la victoire de la Russie dans le domaine de l'industrialisation et de la diplomatie, comme la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne, sont deux aspects du même cours : du cours victorieux de la contre-révolution du capitalisme mondial, en Russie comme dans les autres pays.

Passons maintenant à une analyse succincte des documents officiels du Comintern et des événements qui caractérisèrent la tactique de la « troisième période ». Pourquoi « troisième » ? Le 6e Congrès mondial précise ce qui suit : *Première période* (1917-23), entre la victoire révolutionnaire en Russie et la défaite révolutionnaire en Allemagne. Celle de la « crise aiguë » du capitalisme et des batailles révolutionnaires ; *Deuxième période* (1923-28). Celle de la « stabilisation capitaliste » ; *Troisième période* (qui commence en 1928 et se termine en 1935, quand s'accomplit le passage du « socialfascisme » au Front populaire). Celle de la « radicalisation » des masses.

Commençons par relever que cette schématisation des situations n'a rien à voir avec le marxisme, qui ne distingue pas de « compartiments » mais se représente le processus de développement qui lie étroitement les situations et dans lequel les critères marxistes de la lutte des classes permettent de discerner les fluctuations favorables et défavorables. De 1917 à 1927, de la victoire révolutionnaire en Russie et de son reflet dans la fondation de l'Internationale communiste – la victoire du principe *international et internationaliste* – à la négation de ce principe lorsque, dans le sillage de la défaite de la révolution en Chine, la théorie *nationale et nationaliste* du « socialisme dans un seul pays » triompha.

La classification du 6ème Congrès, par exemple, laisse dans la première période de l'avancée révolutionnaire le novembre 1922 en Italie⁵⁴, événement d'une importance exceptionnelle non seulement pour le secteur italien mais pour l'ensemble de l'évolution politique du monde capitaliste.

Quant à la caractérisation de la « troisième période », le 6ème Congrès détaillera son analyse comme suit :

1- *La guerre est imminente*. Quiconque se risque à nier cette imminence n'est pas un « bolchevique ». Guerre non seulement entre les impérialismes (à ce moment-là, la constellation fondamentale se présentait dans le cadre de l'opposition violente de l'Angleterre et des États-Unis). Guerre aussi entre tous les impérialismes contre la Russie : elle serait « inéluctablement » provo-

⁵⁴ . La « marche sur Rome » des fascistes a lieu fin octobre et Mussolini est nommé « démocratiquement » président du conseil par le roi le 29 octobre [note du GIGC]

quée à la fois par l'Angleterre, qui y verrait la « condition préalable à sa lutte ultérieure contre le géant américain », et par les États-Unis qui, s'ils n'ont pas un intérêt aussi pressant à renverser le « socialisme en Russie », ne peuvent qu'aspirer à y étendre aussi leur domination.

2- *L'aggravation de la lutte des classes* : « le prolétariat ne reste pas sur la défensive, mais passe à l'attaque. »

Les masses sont d'autant plus « radicalisées » qu'elles sont désorganisées.

3- *Le nouveau rôle de la social-démocratie devenue « social-fasciste »*. En 1926-27, la social-démocratie était un allié à qui (voir le Comité anglo-russe) le Comintern cédait la direction des mouvements prolétariens. Aujourd'hui, elle est l'ennemi numéro un. Les nazis déclenchent l'offensive en Allemagne : le Parti n'établira pas un plan de lutte contre le capitalisme sur la base de la lutte des classes, mais exclusivement contre le « social-fascisme ». En même temps, puisque les organisations syndicales de masse sont encadrées dans un appareil organisationnel « social-fasciste », il s'ensuit qu'il faut y abandonner les masses et passer à la construction d'une autre organisation : l'« Opposition syndicale révolutionnaire », qui défend « la ligne politique du Parti ».

On notera la contradiction flagrante entre les deux *imminences*⁵⁵ : celle de la révolution et celle de la guerre. Est hérétique celui qui n'en admet qu'une. Est donc hérétique le marxiste qui, constatant une perspective probable en vertu de l'interprétation matérialiste de l'histoire, ne peut qu'exclure la perspective probable opposée et se fonde donc sur le renversement des situations au cours du processus historique qui conduit la guerre à son contraire : à la révolution.

Les événements prouvèrent que, point par point, les fondements de la nouvelle tactique devaient être complètement démentis. En effet :

1) La guerre n'était pas du tout imminente en 1929, et lorsqu'elle éclata en 1939, les constellations étaient complètement différentes : l'Angleterre devenant l'alliée des États-Unis et ces deux impérialismes – les plus riches – devenant à leur tour les alliés du « pays du socialisme ».

2) Ce n'est pas la classe ouvrière, mais le capitalisme qui est passé à l'offensive, laquelle a abouti à la victoire d'Hitler en janvier 1933 et, finalement, au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale impérialiste.

3) Nous n'entrons pas dans une époque « social-fasciste », mais en Allemagne, c'est le fascisme qui

trionphe. Le capitalisme liquide provisoirement la social-démocratie, sauf pour la récupérer au cours de la guerre, lorsque, de connivence avec les démocrates et les nationaux-communistes d'une part, les fascistes et les nationaux-socialistes d'autre part, le monde capitaliste plongera dans la guerre de 1939-45.

Passons maintenant à un examen rapide des événements les plus importants qui ont caractérisé la « tactique de la troisième période ».

Nous avons déjà indiqué que l'événement politique prédominant fut l'accession d'Hitler au pouvoir en janvier 1933. Il y eut bien d'autres événements politiques dans lesquels la tactique susmentionnée [du Comintern, ndt] eut l'occasion de montrer ses « vertus ». Mais dans le cadre restreint de cet article, nous ne pouvons que nous limiter à l'essentiel, c'est-à-dire aux événements d'Allemagne. C'est en septembre 1930, cinq mois seulement après que le capitalisme allemand eut renvoyé le gouvernement de coalition dirigé par le social-démocrate Mueller, que l'avancée fasciste commença. Contrairement à ce qui s'est passé en Italie en 1921-22, le nazisme allemand suivit une tactique essentiellement légaliste. Le mécanisme démocratique s'avère parfaitement adéquat pour mener à bien la conversion de l'État capitaliste de démocratique à fasciste, ce qui n'est pas du tout surprenant pour un marxiste et dont sont même conscients les escrocs national-communistes et socialistes aujourd'hui au gouvernement en Italie et dans d'autres pays. Au lieu d'attaquer, comme les fascistes l'ont fait en Italie, avec violence et sous la protection de la police démocratique, les bastions de classe du prolétariat, les nazis allemands employèrent la méthode du démantèlement légal progressif de l'appareil d'État des positions dominantes détenues par leurs complices : les partis de la démocratie allemande et de la social-démocratie. Ce fait même de la possibilité offerte au capitalisme de ne pas avoir à recourir exclusivement à l'action extra-légale des escadrons fascistes, montre le changement profond qui s'est opéré dans la situation, où n'agit plus la menace du parti de classe du prolétariat.

Cette réalité, naturellement, sera renversée par le Comintern. Dans un article d'Ercoli⁵⁶ (*Stato operaio* de septembre 1932), on peut lire entre autres : « la première différence (entre l'assaut nazi sur l'Allemagne et l'assaut fasciste sur l'Italie), la plus importante, celle qui saute immédiatement aux yeux, est celle entre la période de la marche sur Rome et la période actuelle. Nous étions alors à la fin du premier après-guerre et à la veille de la période de stabilisation du capitalisme. Aujourd'hui, nous sommes au cœur de la troisième période, au cœur d'une crise économique d'une ampleur et d'une profondeur sans précédent, une crise qui a eu

⁵⁵ . Ensuite, nous traduisons « imminenza » par « perspective probable » sans être sûr de la correspondance des deux termes en cette occasion. La version anglaise du *The Communist Party* traduit « imminenza » par « thèse » ce qui ne nous semble pas correspondre à la vision et l'approche politiques qui étaient alors le propre de la Gauche d'Italie [note du GIGC].

⁵⁶ . Togliatti, le dirigeant stalinien à partir de 1927 [note du GIGC]

et qui a ses manifestations les plus graves précisément en Allemagne... Deuxièmement, il est nécessaire d'attirer l'attention sur la ligne de développement du mouvement de masse... » « Ligne descendante » (en Italie), alors qu'en Allemagne « les combats décisifs sont encore devant nous et le mouvement des masses se développe sur une ligne ascendante, dans la direction de ces luttes décisives. » En réalité, les combats décisifs des masses n'étaient ni devant ni derrière, et à peine un an plus tard, Hitler recevait le gouvernement des mains d'Hindenburg. Le Parti, qui quelques jours auparavant avait organisé une manifestation « colossale » au Sportpalast de Berlin, s'effondra complètement le jour même de l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

Les moments clés de l'avancée nazie sont :

1) le 9 août 1931, le plébiscite contre le gouvernement social-démocrate de Prusse, plébiscite exigé par Hitler.
 2) Les élections présidentielles du Reich du 13 mars 1932. En ce qui concerne la tactique électorale, la question de l'intervention du parti tant dans le plébiscite organisé par les fascistes que dans les élections avec un candidat propre [au parti, ndt], contre Hindenburg et Hitler, ne fait aucun doute. Les communistes ne pouvaient pas se prêter à la manœuvre social-démocrate et devaient intervenir ; mais il y avait deux façons d'intervenir. Celle, marxiste, de faire de ces deux moments électoraux deux occasions de propagande visant à mobiliser le prolétariat sur une base de classe contre le régime capitaliste, ce qui conduisait à la lutte contre l'évolution qui s'opérait dans l'État capitaliste de démocratique à fasciste, évolution qui ne pouvait être combattue que par le prolétariat et son parti contre toutes les forces capitalistes (démocratiques et fascistes) solidement unies pour le triomphe du nazisme ; et celle qui relève de la « tactique de la troisième période », qui consiste à détacher ces deux manifestations électorales du processus réel dans lequel elles s'inséraient en les transformant en deux épisodes de validation de la « ligne politique du parti » qui ne combat plus la classe bourgeoise mais l'une de ses forces : le « social-fascisme ». Le plébiscite que les fascistes organisèrent pour renverser le gouvernement social-démocrate prussien de Braun Severing devient le « plébiscite rouge » qui valide la « politique du parti ». Aux élections présidentielles, les masses furent appelées à voter contre Hitler et Hindenburg et pour le chef du parti Thälman, mais non pour la dictature du prolétariat, mais pour la réalisation du « programme d'émancipation nationale ». Or, comme ces élections étaient des moments de transformation de l'État bourgeois de démocratique en fasciste, la participation du Parti non pas à la lutte contre le capitalisme, mais à la lutte contre le « social-fascisme », ne pouvait que conduire à faciliter cette transformation de l'État. En d'autres termes, dans le premier cas, il s'agissait de parvenir à

l'expulsion des socialistes du gouvernement prussien, dans le second de confier au Parti l'objectif de l'« émancipation nationale ». Il est donc clair que le parti a adopté une position concurrente de celle des nazis, et si les événements de l'époque ont conduit à la victoire des nazis, rien n'exclut que dans la situation actuelle le même programme ne soit poursuivi par le « parti socialiste unifié » d'Allemagne⁵⁷ qui, sous l'hégémonie de l'impérialisme russe, parle d'« émancipation nationale » contre cette même « émancipation nationale » que l'impérialisme anglo-saxon veut réaliser à son profit.

Quant à la politique du parti dans le domaine social, elle découlait des critères susmentionnés de la lutte contre le « social-fascisme », de la multiplication des bagarres [de rue, ndt.], de la « politisation des grèves ».

Partout où la violente crise économique conduisait à un mouvement de résistance des travailleurs et, en particulier des chômeurs, le parti intervenait immédiatement pour en faire un épisode de réalisation « révolutionnaire », avec pour conséquence que, tandis que la minorité était mitraillée, le reste des masses, découragées, regardait l'offensive capitaliste avancer victorieusement. L'épisode le plus caractéristique de cette tactique se situe lors de la manifestation du 1er mai 1929 à Berlin, où Zörgiebel – le chef socialiste de la police berlinoise et digne successeur de Noske – fut capable de tuer vingt-neuf prolétaires sans qu'il y ait une réaction des masses, qui d'ailleurs ne participaient pas du tout aux manifestations contre le « social-fascisme ».

Alors que le mouvement nazi progressait à pas de géant, *L'Internationale Communiste*, dans son numéro du 1er mai 1932, après les élections présidentielles, constate « le recul particulier du parti dans les régions industrielles, recul qui se manifeste précisément dans les régions où les nationaux-socialistes remportent une série de grandes victoires. »

Mais cela ne fait pas taire le tambour de la démagogie.

Thälman déclare : « Nous allons semer la désintégration dans le camp de la bourgeoisie. Nous élargirons la brèche dans les rangs de la social-démocratie et augmenterons le processus d'effervescence au sein de ce parti. Nous ouvrirons des brèches encore plus profondes dans le camp hitlérien. »

Cette tactique, qui, comme nous l'avons vu, consiste en définitive à accompagner la politique nazie, ne reçoit aucune justification de la part de l'Internationale, si ce n'est l'évocation du rôle joué précédemment par les sociaux-démocrates. Le *Stato operario* de juillet-août 1931, dans un article destiné à justifier la politique du parti allemand, écrit : « qui accuse les communistes d'être les al-

⁵⁷ . Le texte se réfère ici à la situation d'après-guerre en 1946. Le « parti socialiste unifié d'Allemagne » [SED en allemand] est le parti stalinien, formé sous l'égide de l'URSS qui imposa la « fusion », en fait l'intégration, entre l'organisation du SPD dans la partie Est de l'Allemagne occupée par l'armée russe et le parti communiste allemand, le KPD [ndt].

liés du fascisme ? Ce sont les ministres de la police prussienne, les fusilleurs d'ouvriers et M. Pietro Nenni⁵⁸, fasciste de la première heure. Ces considérations suffiraient à juger l'affaire. »

Lorsque Hindenburg cède le pouvoir à Hitler le 30 janvier 1933, la victoire du capitalisme international consacrée en Russie en décembre 1927, où triomphe la « théorie du socialisme d'un seul pays », se répète pour l'essentiel en Allemagne. Une simple inversion des termes dans la même formule. En Russie, le socialisme national, en Allemagne, le national-socialisme. Les conditions sont ainsi réunies pour mettre le monde sur le chemin de la guerre, avec les étapes intermédiaires des guerres d'Abyssinie⁵⁹ et d'Espagne.

La défaite infligée au prolétariat international en Allemagne ne provoqua aucune réaction au sein de l'Internationale contre la tactique suivie par le Comintern. Manuilsky s'en félicita et déclara lors de la réunion plénière de l'Exécutif de l'Internationale (voir *Stato operaio* de février 1934) : « L'attitude sur la question allemande a été une pierre de touche du degré de bolchevisation des sections de l'Internationale communiste, de leur tempérament bolchevique, de leur capacité à faire face aux tournants brusques de la situation. Il faut reconnaître avec satisfaction à ce Plenum que les sections du Comintern ont passé ce test avec honneur. Pensons à ce qui se serait passé si ces événements avaient eu lieu il y a quelques années, alors que la bolchevisation des partis de l'Internationale se faisait à travers des crises continuelles. Sans aucun doute, elles auraient provoqué une crise profonde au sein du Comintern. » On ne peut être plus cynique et en même temps plus explicite sur la signification de la « bolchevisation ». Manuilsky nous le dit sans équivoque : c'est le succès total de la bolchevisation qui immunise l'Internationale contre toute réaction face au succès de la tactique d'accompagnement d'Hitler en Allemagne. Après ce test décisif, la Comintern ne pouvait que se montrer parfaitement apte à la phase suivante de la politique belliciste en Espagne, en attendant de devenir le complice des forces démocratiques et fascistes au cours de la deuxième guerre impérialiste mondiale.

Les événements allemands vont accentuer la divergence entre les positions politiques de Trotsky et celles de notre courant, divergence qui s'était déjà manifestée non seulement sur les questions internationales sur la critique de la politique du Comintern par Trotsky lors des événements allemands de 1923, critique jugée insuffisante par Bordiga (voir *La question Trotsky* d'A. Bordiga⁶⁰), mais aussi – comme nous l'avons vu dans les

chapitres précédents – sur les questions russes et chinoises.

Trotsky, plaquant sur la situation allemande la tactique suivie par le parti bolchevique entre 1905 et 1917, et notamment celle appliquée en septembre 1917 lors de la menace de Kornilov contre le gouvernement Kerensky, partait du principe que la social-démocratie était historiquement une force d'opposition à l'attaque fasciste, et concluait qu'il fallait prôner un front unique pour s'opposer à l'attaque nazie. Et notre courant a été accusé par Trotsky de « stalinisme » parce qu'il reprenait, face à la situation allemande de 1930-33, la politique suivie par le Parti italien en 1921-22, qui consistait en un front unique syndical pour des revendications partielles conduisant à une mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière contre la classe capitaliste. Par contre, sur la question du pouvoir, pour nous, la position centrale de la Dictature prolétarienne devait rester inchangée et ne pouvait connaître aucun substitut. Trotsky non seulement n'a pas accepté la polémique avec notre courant, mais, intolérant aux critiques de celui-ci contre l'Opposition internationale, il n'a pas trouvé d'autre solution que celle, administrative, de notre expulsion de l'Opposition internationale, sanctionnée en 1932. Trotsky n'a pas compris qu'il n'était pas possible de juger l'évolution de l'État capitaliste en 1930-1933 à l'aune de l'évolution qui avait eu lieu dans la période précédant la première guerre mondiale impérialiste. Si l'État capitaliste avait auparavant évolué selon la procédure démocratique, cela dépendait des particularités historiques de l'époque. Dans la période de l'impérialisme financier, où la lutte entre les classes avait atteint son apogée, l'État était amené – par les nouvelles circonstances historiques – à évoluer dans le sens totalitaire et fasciste, et toutes les forces politiques du capitalisme ne pouvaient que favoriser et contribuer conjointement à ce résultat. Il en résultait que la social-démocratie, bien que destinée à être l'une des victimes de ce processus, ne pouvait être qu'un facteur de son développement, tandis que seule la classe prolétarienne et son parti de classe pouvaient provoquer la rupture de ce cours de l'État capitaliste. Une évolution qui ne s'explique pas par des précédents historiques mais par la dialectique de la lutte des classes dans sa phase la plus avancée.

L'Internationale, fondée pour le triomphe de la révolution mondiale, établit ainsi la « tactique de la troisième période », qui facilite et accompagne le triomphe du nazisme en Allemagne. Le chemin commencé en 1927 se poursuit tragiquement et seules les patrouilles éparées de la gauche italienne restent sur la brèche pour défendre les positions marxistes.

Vercesi, *Prometeo* 4, décembre 1946

⁵⁸ . Nenni, le « fasciste de la première heure », est resté fidèle à son programme de 1919. Il était belliciste en 1914-1918, il l'est resté pendant la guerre d'Espagne et la guerre mondiale de 1939-1945. Togliatti et ses congénères ont rejoint Nenni en devenant, si possible, plus bellicistes que lui pour le succès de la guerre impérialiste en Espagne d'abord, et de la guerre mondiale ensuite [note du texte original. Nenni fut un dirigeant du parti socialiste italien, note du GIGC].

⁵⁹ . L'Italie de Mussolini envahit l'Éthiopie en octobre 1935 [note du GIGC].

⁶⁰ . <https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1925/02/>

[bordiga_19250208.htm](https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1925/02/)

• La revue *Révolution ou Guerre* en français est en vente aux endroits suivants :

Canada (Québec) :

- Zone Libre 262 Ste-Catherine est, Montréal
- Le Livre Voyageur 2319 Bélanger est, Montréal
- Côté gauche 33 rue du Marché, Salaberry-de-Valleyfield
- N'était-ce pas l'été, 6792 Boul. St-Laurent, Montréal
- Alire, 335 St-Charles ouest, Longueuil

France

- La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
- Parallèles, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris
- Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris
- Odeur du temps, 35 rue Pauillon 13001 Marseille
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

La revue *Revolution or War* en anglais est en vente aux endroits suivants :

Hongrie : Gondolkodó Autonóm Antikvárium Budapest Orczy út 46-48. 1089 Magyarország
Royaume-Uni : Housmans Bookshop 5 Caledonian Road, London

La revue est aussi disponible en pdf en écrivant à : intleftcom@gmail.com

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #25 (septembre 2023)

Scénaristes d'Hollywood vs Oppenheimer et Barbie

La voie vers la guerre mondiale (CWO-TCI)

La grève des dockers de la côte Ouest du Canada

Comment le capitalisme utilise les politiques « identitaires » et les droits LGBTQ pour sa guerre

Émeutes dans les villes françaises (prise de position du PCI-Le Prolétaire)

Nouveau monde, vieux monde (Battaglia Comunista-TCI)

L'impasse politique du Courant Communiste Internationale

À propos du livre « Russia, Revolution and Counter-Revolution, 1905-1924 »

La tactique du Comintern de 1926 à 1940, Prometeo 1946, première partie.

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #26 (janvier 2024)

Seule la classe ouvrière internationale peut offrir une alternative à la guerre généralisée

Grève dans l'automobile aux USA : Défaite ouvrière, victoire syndicale et préparation à la guerre

Intervention de *The Communist Party* dans les grèves aux États-Unis

Dix ans d'existence du GIGC, quel bilan ?

Notre politique à l'égard du camp prolétarien

et de la Tendance communiste internationaliste

Réunion publique de Bilan et Perspectives (TCI-GRI) à Paris

La tactique du Comintern de 1926 à 1940 (Prometeo, 1946-1947) : la question chinoise

NOS POSITIONS DE BASE

- Le GIGC considère et définit l'ensemble de ses activités, internes comme externes, en fonction et comme des moments du combat pour la constitution du parti politique mondial du prolétariat, outil indispensable pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la société communiste.
- Outre l'intervention dans les luttes du prolétariat, le GIGC mène ce combat tout particulièrement dans le camp prolétarien international. Celui-ci est composé des groupes politiques révolutionnaires défendant et partageant les positions de classe du prolétariat, en particulier l'internationalisme prolétarien et la nécessité de la dictature de classe du prolétariat.
- Le GIGC se revendique des Première, Deuxième et Troisième Internationales et du combat des fractions de gauche en leur sein. Tout particulièrement, il se revendique du combat de la fraction de gauche du PC d'Italie au sein de l'Internationale communiste contre sa dégénérescence stalinienne et des apports programmatiques qu'elle a pu développer et nous léguer jusqu'à aujourd'hui.
- Seul le prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en capacité de détruire le capitalisme et d'instaurer le communisme, la société sans classe. La conscience de cette révolution, la *conscience communiste* est produite par la lutte historique du prolétariat. Pour qu'elle puisse se matérialiser, se défendre et se développer, le prolétariat produit des minorités communistes qui s'organisent en parti et qui ont pour fonction permanente de porter cette conscience communiste et la retourner à l'ensemble du prolétariat.
- Expression la plus haute de cette conscience, le parti – ou, en son absence, les fractions ou groupes communistes – constitue et doit assumer la direction politique du prolétariat. En particulier, le parti est l'organe qui, seul, peut mener le prolétariat à l'insurrection et à la destruction de l'État capitaliste, et à l'exercice de la dictature du prolétariat.
- Le parti s'organise et fonctionne sur la base des principes qui régissent la lutte révolutionnaire du prolétariat, l'*internationalisme prolétarien* et le *centralisme* comme moments de son unité internationale et de son combat. Le parti se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme parti international et centralisé. Le GIGC se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme groupe international et centralisé.
- Le parti, tout comme le GIGC, fonde son programme, ses principes, ses positions politiques et son action sur la théorie du *matérialisme historique*. En expliquant le cours de l'histoire par le développement de la lutte des classes et en reconnaissant le prolétariat comme classe révolutionnaire, il est la seule conception du monde qui se place du point de vue de celui-ci. Il est la théorie du prolétariat révolutionnaire.
- Ce n'est que suite à l'insurrection victorieuse et la disparition de l'État bourgeois que le prolétariat pourra s'organiser en classe dominante sous la direction politique de son parti. Sa domination de classe, la dictature du prolétariat, s'exerce au moyen des conseils ouvriers, ou soviets. Ceux-ci ne peuvent se maintenir comme organisation unitaire du prolétariat qu'à la condition de devenir *organes de l'insurrection et organes de la dictature de classe*, c'est-à-dire en faisant leur les mots d'ordre du parti.
- La dictature du prolétariat consiste à utiliser le pouvoir de classe de ses organisations de masse, les conseils ou soviets, pour abolir le pouvoir économique de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classe. L'État de la période de transition, de la dictature de classe, entre capitalisme et communisme est appelé à disparaître avec la disparition des classes, du prolétariat lui-même et de son parti, et l'avènement de la société communiste.
- Depuis la Première Guerre mondiale en 1914, la guerre impérialiste généralisée et le capitalisme d'État sont les principales expressions de la phase historique de décadence du capitalisme.
- Face au développement incessant du capitalisme d'État, le prolétariat ne peut opposer que la recherche de son unité dans toutes ses luttes, même les plus limitées ou localisées, en prenant en charge leur extension et leur généralisation. Toute lutte ouvrière, même la plus limitée, s'affronte à l'appareil d'État comme un tout auquel le prolétariat ne peut opposer que la perspective et l'arme de la grève

de masse.

- À l'époque du capitalisme d'État dominant, les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires. Toute défense des syndicats et du syndicalisme est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis dits ouvriers, « socialistes », « communistes », les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), ou encore se présentant comme anti-capitalistes, constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de front populaire, front anti-fasciste ou front unique mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat. Toute politique frontiste avec des partis de gauche de la bourgeoisie est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer aux processus électoraux et à voter ne fait que renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités et, à ce titre, est contre-révolutionnaire.
- Le communisme nécessite l'abolition consciente par le prolétariat des rapports sociaux capitalistes : la production de marchandises, le travail salarié et les classes. La transformation communiste de la société par la dictature du prolétariat ne signifie ni autogestion, ni nationalisation de l'économie. Toute défense de l'un ou l'autre est contre-révolutionnaire.
- Les pays dits « socialistes » ou bien même « communistes », l'URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, la Chine, Cuba, le Vietnam, ou encore le Venezuela de Chávez, n'ont été que des formes particulièrement brutales de la tendance universelle au capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire.
- Dans un monde désormais totalement conquis par le capitalisme et où l'impérialisme s'impose à tout État, toute lutte de libération nationale, loin de constituer un quelconque mouvement progressif, se résume en fait à un moment de l'affrontement constant entre impérialismes rivaux. Toute défense de l'idéologie nationaliste, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de toute lutte de libération nationale est aujourd'hui contre-révolutionnaire.
- Par leur contenu même, les luttes *parcelles*, anti-racistes, féministes, écologistes, et autres aspects de la vie quotidienne, loin de renforcer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diviser et la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.). Toute idéologie et mouvement prônant *identitarisme*, *anti-racisme*, etc., au nom de l'*intersectionnalité* des luttes, sont des idéologies et des mouvements contre-révolutionnaires.
- Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, le terrorisme constitue toujours un terrain privilégié pour les manipulations et les provocations d'ordre policier de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- Le GIGC combat, dès aujourd'hui, pour que le futur parti se constitue sur la base programmatique des principes et positions qui précèdent. La constitution formelle du parti s'impose dès lors que l'intervention, les orientations et les mots d'ordre des groupes ou fractions communistes deviennent un élément et un facteur matériels permanents de la situation, du rapport de force entre les classes. Alors, la lutte immédiate pour la constitution formelle du parti s'impose et devient urgente.